Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 30 octobre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°498 ■

PÉTROLE

Le Brent à 71,89 dollars à Londres

P 4

SIGNATURE DE HUIT MÉMORANDUMS D'ENTENTE

L'Algérie et Oman renforcent leur coopération

La visite d'Etat du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis lundi au Sultanat d'Oman, a été soldée par la signature de huit (08) mémorandums d'entente concernant la coopération dans plusieurs secteurs. P 3

PRODUCTION NATIONALE DE MÉDICAMENTS

Couverture de 85% des besoins d'ici fin 2024

Dans le but de consolider l'autosuffisance pharmaceutique du pays et de créer un système de santé plus résilient et autonome, capable de répondre aux défis d'une demande en évolution, les pouvoirs publics ont investi massivement dans l'industrie pharmaceutique.
Actuellement, les 213 usines en activité assurent environ 75 % des besoins en médicaments du marché local, avec l'ambition d'atteindre une couverture de 85 % d'ici la fin de l'année 2024, a affirmé Ali Aoun, ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique.

P 2

AVEC UNE CROISSANCE DE 3,6 % AU 2e TRIMESTRE 2024

L'économie nationale est sur la bonne voie

Au deuxième trimestre 2024, l'économie nationale a enregistré une croissance de 3,6 %, soutenue par des secteurs tels que l'agriculture, les industries manufacturières, ainsi que les services, selon le rapport de l'Office national des statistiques (ONS) intitulé « Comptes nationaux trimestriels au 2e trimestre 2024 ». Bien que ce chiffre représente un recul par rapport à l'année précédente (5,0 %), cette décélération globale dissimule des performances contrastées entre les différents secteurs d'activité, certains d'entre eux agissant comme des locomotives malgré un contexte économique incertain.

P 5

EXPORTATIONS DE L'ALGÉRIE VERS L'AFRIQUE

2,70 milliards de dollars en 2023

Les échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays africains ont enregistré une nette progression de 18% durant l'année 2023 par rapport à l'année précédente. En effet, le volume du commerce entre l'Algérie et les autres pays africains a atteint un total de 4,6 milliards de dollars, selon des données officielles annoncées par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur «ALGEX».

P 5

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un essor remarquable depuis 2020 P 3

PLF 2025/MINISTÈRE DU TRAVAIL

836,209 milliards de DA alloués P 3

TRANSPORTS

7,83 milliards de DA d'investissement en 2025 P 5

PRODUCTION NATIONALE DE MÉDICAMENTS

Couverture de 85% des besoins d'ici fin 2024

Dans le but de consolider l'autosuffisance pharmaceutique du pays et de créer un système de santé plus résilient et autonome, capable de répondre aux défis d'une demande en évolution, les pouvoirs publics ont investi massivement dans l'industrie pharmaceutique. Actuellement, les 213 usines en activité assurent environ 75 % des besoins en médicaments du marché local, avec l'ambition d'atteindre une couverture de 85 % d'ici la fin de l'année 2024, a affirmé Ali Aoun, ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique.

Par Mourad A.

Lors d'une conférence de presse tenue, hier à Alger, à l'issue de l'inauguration du nouveau laboratoire de recherche de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), Ali Aoun a expliqué que cette hausse sera rendue possible par la mise en exploitation imminente de six sites dédiés à la production de traitements oncologiques, tandis que trois autres usines sont encore en cours de réalisation. En produisant localement des traitements contre le cancer, qui représentent une part importante des dépenses de santé, le gouvernement espère renforcer l'accès aux soins pour les patients tout en préservant les finances publiques.

Le ministre a insisté sur l'importance de cette stratégie dans un contexte de demande en médicaments en constante augmentation, avec un rythme de croissance de 15 % par an. La production nationale vise à garantir la sécurité sanitaire et à anticiper les besoins futurs de la population.

Pour encourager cette dynamique, le gouvernement a mis en place des mesures incitatives visant à faciliter l'investissement dans le secteur pharmaceutique. Ces mesures incluent des simplifications administratives ainsi que des allégements fiscaux destinés à encourager les producteurs à renforcer leurs capacités et à répondre aux exigences du marché. Le ministre a toutefois pointé une contrainte majeure : le dysfonctionnement du réseau de distribution. Malgré des stocks de certains médicaments suffisants pour trois à quatre mois, ces produits continuent de manquer dans les pharmacies. Ce paradoxe met en évidence un problème d'acheminement et de gestion de la chaîne de distribution, sur lequel le ministère a pris des mesures pour améliorer la flexibilité et l'efficacité, notamment en situation de pénurie. Ali Aoun a également tenu à rassurer sur la disponibilité des vaccins infantiles, confirmant leur présence en quantités suffisantes sur l'ensemble du territoire. Il a évoqué le cas d'un village près de Tlemcen où une rupture avait été signalée, l'attribuant à une mauvaise gestion locale du stock. Ce problème isolé ne remet pas en cause l'engagement des autorités à assurer une distribution équitable des produits de santé essentiels.

OUARGLA

Signature d'un accord entre le ministère de la Pêche et l'Agence coréenne KOICA

Un accord a été signé, lundi à Ouargla, entre le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques et l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), pour la livraison du projet de l'unité de production des aliments pour poissons et crevettes d'élevage. En vertu de cette convention paraphée lors d'une cérémonie tenue à la Ferme expérimentale d'élevage de crevettes, située dans la commune de Hassi-Benabdallah (Est d'Ouargla), en présence des cadres centraux du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, des autorités locales, de l'ambassadeur de la République de Corée en Algérie, You Ki-Jun, et des représentants de l'Agence KOICA, la partie sud-coréenne s'engage à mettre le projet à la disposition de la partie algérienne, pour entreprendre l'exploitation de cette structure. Cet évènement a aussi été marqué par la signature d'une convention entre le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA), la direction de l'Emploi et celle de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya d'Ouargla. A cette occasion, l'inspecteur général au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Farid Harouadi, a rappelé que ce projet est "le fruit d'une coopération réussie" entre l'Algérie et la Corée du Sud, ajoutant que la réalisation d'une unité de fabrication d'aliments pour poissons et crevettes d'élevage "unique en son genre" en Algérie, permettra de répondre aux besoins des investissements dans l'aquaculture d'eau douce, la pêche continentale et l'aquaculture marine. "Grâce à sa forte capacité de production, cette unité pourrait satisfaire les besoins de la majorité des fermes aquacoles à l'échelle nationale, a souligné M. Harouadi, signalant que "la République de Corée a contribué activement et directement au développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture en Algérie, à travers la réalisation des projets pilotes, à savoir les fermes aquacoles d'élevage de crevettes à Ouargla et Skikda et cette nouvelle unité de production d'aliments pour poissons et crevettes d'élevage". De son côté, le directeur local de la Pêche et des Productions halieutiques, Salah Bouaïcha, a mis en avant l'importance de cette unité dotée d'une capacité de production de 10 tonnes d'aliments par jour, en termes de développement de la filière aquacole non seulement dans les wilayas de l'intérieur du pays, mais aussi les wilayas côtières. Elle permettra également de couvrir le marché national et réduire la facture d'importation, a-t-il poursuivi. Dans une allocution prononcée à l'occasion, son excellence l'ambassadeur de la République de Corée en Algérie, You Ki-Jun a indiqué que l'accord de livraison du projet de cette unité est "une étape importante" dans le cadre de la coopération entre les deux pays pour le développement de l'aquaculture, ajoutant que l'Algérie recèle d'importantes potentialités lui permettant de donner un nouvel élan à cette filière.

R E.

FERME D'ENGRAISSEMENT DU THON ROUGE À TLEMCEN

Un projet stratégique pour l'Algérie

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Ahmed Badani a déclaré, lundi à Tlemcen, que la ferme d'engraissement du thon rouge au port de Sidi Youchâa (Tlemcen) est un projet stratégique en Algérie. Le ministre a, dans une déclaration à la presse, indiqué que la ferme d'engraissement de cette espèce de thon est le premier projet à l'échelle nationale, lancé au niveau du port de Sidi Youchââ pour une capacité de production de 950 tonnes, soit l'équivalent de 10 millions de dollars supplémentaires dans le domaine de l'exportation du thon rouge, indiquant que le quota de l'Algérie de pêche du thon rouge est estimé à 2.064 tonnes. Rappelant que le volume de cette espèce halieutique exporté durant, l'année écoulée, a rapporté un montant évalué entre 25 et 27 millions de dollars, le ministre a indiqué: "Nous allons accompagner l'investisseur initiateur de ce projet, qui permettra de produire localement le thon rouge pour être disponible dans le marché algérien tout au long de l'année". Il a, à ce titre fait observer que son département ministériel s'attèle, en coordination avec le ministère mauritanien du secteur, à faire baisser les taxes imposées aux navires participant aux campagnes de pêches hauturières du thon rouge.

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques a, d'autre part, souligné que le port de Sidi Youchâa constitue un véritable pôle dans le domaine de la pêche en haute mer, faisant observer que le Gouvernement œuvre à prospecter de nouvelles aires de pêche en haute mer sur un rayon de 12 miles marins, à l'effet d'accroître la production, de même qu'il œuvre à l'élaboration d'une stratégie visant le renforcement de la flotte de pêche, à travers la création de 15 sites pour la fabrication de navires de pêche au niveau des différents ports du pays dédiés à l'activité du secteur.

Il a, dans ce contexte, signalé que 11 navires de pêche sont en cours de construction, dont ceux en chantier dans la wilaya de Tlemcen, offrant ainsi des perspectives de s'orienter vers la pêche hauturière et auxquels il convient d'ajouter des navires de plus de 40 mètres de longueur à importer pour la consolidation de la flotte de pêche disponible, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SIGNATURE DE HUIT MÉMORANDUMS D'ENTENTE

L'Algérie et Oman renforcent leur coopération

La visite d'Etat du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis lundi au Sultanat d'Oman, a été soldée par la signature de huit (08) mémorandums d'entente concernant la coopération dans plusieurs secteurs.

Par Sirine R

Lors d'une cérémonie présidée conjointement avec sa Majesté le Sultan d'Oman, Haitham ben Tariq et le chef de l'Etat Tebboune, hier à Mascate, ces mémorandums d'entente ont été signés par les ministres des différents secteurs dès deux pays. Il s'agit, en effet, d'un mémorandum d'entente dans le domaine de l'éducation, d'un autre dans le domaine de l'emploi et de la formation et d'un troisième dans le domaine de l'information. Ces trois mémorandums ont été signés par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, et son homologue omanais, M. Badr Bin Hamad Albusaidi. Un mémorandum d'entente dans le domaine des services financiers a été signé par le ministre des Finances, M. Laaziz Faid, et son homologue omanais, M. Sultan bin Salem Al Habsi. Il s'agit également d'un mémorandum d'entente dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, qui a été signé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, et le ministre des Affaires étrangères du Sultanat d'Oman, M. Badr Bin Hamad Albusaidi, ainsi que d'un mémorandum d'entente dans le domaine de l'organisation des expositions, des événements et des conférences, qui a été signé par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, et le ministre omanais du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement, M. Qais bin Mohammed Al Yousef. Un mémorandum d'entente dans le domaine de la promotion de l'investissement a aussi été signé par le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, et le ministre omanais du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement, M. Qais Bin Mohammed Al Yousef. Un mémorandum d'entente dans le domaine de l'environnement et du développement durable a, par ailleurs, été signé par la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fazia Dahleb, et le ministre omanais de l'Energie et des Minéraux, M. Salem Bin Nasser Al Aufi.

À travers ces accords, les deux pays affichent une volonté réelle pour hisser le niveau de coopération, tout en l'élargissant à des domaines clés pour leurs économies, compte tenu de larges potentialités et des opportunités disponibles.

Des projets économiques pour renforcer la coopération

La coopération économique entre les deux pays se distingue par un partenariat exemplaire dans divers domaines d'activités, notamment dans le secteur énergétique, avec la réalisation d'un important investissement dans le domaine de la production d'engrais, à travers la société mixte "AOA" pour la production d'engrais (urée et ammoniac), détenue par l'entreprise omanaise, SPGH et le groupe Sonatrach.

Le complexe est entré en production en 2017, donnant chaque année plus de 2,4 millions de tonnes d'urée et 1,350 millions de tonnes d'ammoniac, destinées au marché local et à l'exportation. D'autres projets ont été également lancés par les deux pays dans les énergies renouvelables (EnR), l'agriculture saharienne, l'industrie pharmaceutique, les ressources minières, et bien d'autres secteurs inscrits au titre des priorités des deux pays.

De nombreux accords signés entre les deux pays visent à soutenir et à encourager les partenariats bilatéraux en matière de commerce et d'investissement, dont l'accord visant à éviter la double imposition, l'accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements ainsi que l'accord portant création du Conseil des hommes d'affaires omanais et algériens.

Selon les observateurs, l'Algérie et le Sultanat d'Oman disposent d'atouts et de potentialités à même de hisser les échanges économiques et commerciaux, avec notamment des positions géographiques stratégiques.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un essor remarquable depuis 2020

Par Réda Hadi

Depuis 2020, le secteur des télécommunications en Algérie connaît une profonde transformation, marquée par une nette amélioration de ses performances et de la qualité des services offerts aux citoyens. Cette évolution s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de numérisation et de modernisation des infrastructures, visant à faire entrer le pays de plain-pied dans l'ère du numérique. C'est ce qui en ressort du bilan, dressé par le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Trikiqui a présenté, lundi à Alger, un exposé portant sur l'état du secteur et ses perspectives futures devant la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale.

« Le secteur s'est engagé à atteindre plusieurs objectifs, en application des engagements du président de la République, en se basant sur deux axes : le développement d'une infrastructure moderne pour les télécommunications et la mise en place d'un réseau postal de proximité, avec des structures réparties sur l'ensemble du territoire national à même de répondre équitablement aux besoins de la population, notamment dans les zones éloignées et à faible densité démographique », a affirmé M. Bibi Triki.

L'un des axes majeurs de cette transformation concerne le déploiement accéléré des infrastructures de télécommunications sur l'ensemble du territoire national. Le réseau de fibre optique s'est considérablement densifié, permettant de connecter un nombre croissant de foyers au très haut débit.

Entre 2020 et 2024, le nombre de foyers raccordés à la fibre optique (FTTH) est passé de 53 000 à 1,3 million, soit une multiplication par 24 en seulement quatre ans.

Cette progression fulgurante témoigne de l'ampleur des investissements consentis par les opérateurs et l'État pour moderniser le réseau fixe. L'amélioration des infrastructures s'est traduite par une démocratisation sans précédent de l'accès à internet. Le nombre de foyers connectés à l'internet fixe est passé de 3,5 millions en 2020 à 5,7 millions en 2024, avec une prévision d'atteindre 6 millions d'ici la fin de l'année

Cette progression quantitative s'est doublée d'une amélioration qualitative significative : la vitesse minimale de connexion a été multipliée par 5, passant de 2 à 10 Mbps. Les opérateurs proposent désormais des offres allant jusqu'à 1 Gbps, positionnant l'Algérie parmi les pays les plus avancés de la région en termes de débit internet.

Parallèlement, le réseau mobile a connu une extension remarquable. La couverture 4G, qui ne concernait qu'une partie limitée du territoire en 2020, atteint désormais plus de 85% de la population, selon le MPTIC.

Cette amélioration significative de la couverture s'est accompagnée d'une hausse spectaculaire du nombre d'abonnés à l'internet mobile, passant de 37 millions en 2020 à 48 millions en 2024. L'explosion de la consommation de données mobiles témoigne également de cette démocratisation, assure Bibi Triki.

Le volume moyen de consommation quotidienne par utilisateur a presque triplé, passant de 3,7 Go en 2020 à 10 Go en 2024. Cette hausse reflète l'adoption massive des services numériques par la population, qu'il s'agisse de streaming vidéo, de réseaux sociaux ou d'applications professionnelles.

Un des enjeux majeurs de la politique de développement des télécommunications en Algérie concerne la réduction de la fracture numérique entre zones urbaines et rurales. Pour cela, le ministère de la Poste et des Télécommunications a mis en place des programmes spécifiques pour connecter les zones isolées et faiblement peuplées.

Un programme ambitieux visant à couvrir 1 400 zones comptant moins de 200 habitants a été lancé récemment, illustrant la volonté de l'État de garantir un accès équitable aux services de télécommunications sur l'ensemble du territoire.

Cette politique d'inclusion numérique s'est également traduite par le déploiement de bureaux de poste itinérants, dont le nombre est passé de 39 en 2020 à 89 en 2024. Ces bureaux mobiles jouent un rôle crucial dans la fourniture de services postaux et financiers aux populations des zones reculées, contribuant ainsi à désenclaver numériquement et financièrement ces territoires. L'essor des télécommunications en Algérie s'est accompagné d'une véritable révolution dans le domaine des services financiers numériques. Le nombre de cartes de paiement électronique « Edahabia » en circulation a plus que doublé entre 2020 et 2024, passant de 6 millions à 13,4 millions.

Cette croissance exponentielle s'est traduite par une explosion des opérations de paiement électronique : de 5 millions de transactions en 2020, on est passé à plus de 55 millions en 2023, avec une prévision de 80 millions d'ici la fin 2024.

Cette démocratisation du paiement électronique a des répercussions majeures sur l'économie algérienne. Elle favorise l'inclusion financière, réduit la circulation d'espèces et stimule le développement du e-commerce.

Les autorités voient dans cette transformation un levier important pour moderniser l'économie et lutter contre l'économie informelle.

Parallèlement au développement des télécommunications, le secteur postal a connu une modernisation importante.

Le nombre de bureaux de poste est passé de 3 999 en 2020 à 4 305 en 2024, améliorant significativement l'accessibilité des services postaux pour la population. Le parc de guichets automatiques de billets (GAB) a connu une hausse spectaculaire de 42%, passant de 1 407 en 2020 à 1 995 en 2024. Le ministère prévoit d'ajouter 1 000 nouveaux GAB au cours de l'année, renforçant encore le maillage territorial des services financiers.

PLF 2025/MINISTÈRE DU TRAVAIL

836,209 milliards de DA alloués

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a présenté hier le budget et les objectifs de son secteur devant la Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le projet de loi des finances (PLF 2025). Lors de cette réunion, il a été souligné que le projet de budget pour 2025 prévoit une enveloppe de 836,209 milliards de DA, visant à renforcer les acquis réalisés par l'État au cours des cinq dernières années, notamment l'instauration de l'allocation de chômage en 2022, dont le nombre de bénéficiaires en octobre a atteint 2.024.952 personnes. Le budget sectoriel inclut des mesures pour promouvoir l'emploi, réguler le marché du travail, et soutenir la politique sociale de l'État. Le ministre a également abordé des initiatives en faveur de la transformation numérique et de l'amélioration des services de l'inspection du travail. Lors de son intervention, le ministre du Travail, Fayçal Bentaleb, a déclaré que le secteur continue de renforcer les acquis de la transformation numérique en achevant la construction de l'infrastructure, notamment les centres de données principaux et secondaires, et en reliant les services décentralisés de l'inspection du travail et les directions locales de l'emploi. Des efforts sont en cours pour développer des solutions techniques visant à améliorer l'efficacité de la gestion au sein de toutes les entités et structures du secteur. Le secteur travaille en coordination avec l'Autorité supérieure de la numérisation pour intensifier les réseaux d'interconnexion au sein du secteur et avec d'autres secteurs et organismes afin d'éliminer toutes les formes de bureaucratie et de contribuer activement au projet de transformation numérique national.

S R.

COMMERCE

L'entreprise "Magros" ouvre des points de vente en gros d'œufs au niveau de ses marchés régionaux

L'entreprise publique économique de réalisation et de gestion des marchés de gros (Magros), a procédé à l'ouverture de points de vente en gros d'œufs au niveau de ses marchés régionaux, dans l'objectif d'encourager les producteurs à commercialiser ce produit directement et sans intermédiaires, indique, lundi, un communiqué de l'entreprise. Cette décision qui s'inscrit dans le cadre de l'exécution des instructions du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, vise à "contribuer à la stabilisation des prix des œufs et à protéger le pouvoir d'achat du citoyen", précise le communiqué. Ainsi, les directeurs et gestionnaires des marchés de gros relevant de l'entreprise "Magros" sont invités "de toute urgence à réserver des points de vente en gros d'œufs au niveau des marchés qu'ils supervisent", ajoute le communiqué. Par ailleurs, l'entreprise "Magros" a souligné la nécessité "de mettre en place toutes les conditions favorables pour encourager les producteurs et leur permettre de commercialiser directement ce produit de consommation sans intermédiaires, contribuant ainsi à stabiliser les prix et à protéger le pouvoir d'achat du citoyen".

PÉTROLE

Le Brent à 71,89 dollars à Londres

Les cours du pétrole remontent légèrement mardi matin, la perspective d'une intensification des tensions au Moyen-Orient à plus long terme n'étant pas complètement écartée par le marché. Vers 11h, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prend 0,66% à 71,89 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagne 0,65%, à 67,82 dollars. Certains négociants envisagent la possibilité que les tensions au Moyen-Orient vont durer plus longtemps, expliquent des analystes. Par ailleurs, l'annonce faite par le département de l'Energie des Etats-Unis (DOE) "qu'il chercherait à augmenter de 3 millions de barils supplémentaires sa réserve stratégique de pétrole", tire les prix de l'or noir à la hausse, indiquent-ils. Le marché surveille également de près l'élection présidentielle américaine la semaine prochaine.

PROMOTION DU TOURISME SAHARIEN

Appel à l'intensification des opportunités de médiatisation

Le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Mokhtar Didouche, a plaidé, lundi depuis la wilaya de Djanet, pour l'intensification des opportunités de promotion du tourisme saharien, à l'effet d'impulser le secteur du tourisme dans les wilayas du Sud du pays. "Il appartient aux responsables et partenaires du secteur du tourisme d'œuvrer à l'intensification des opportunités de médiatisation du tourisme saharien à l'effet d'impulser le tourisme dans les régions du Sud du pays", a souligné M. Didouche lors de sa visite de travail dans la région. Mettant en valeur les potentialités touristiques dont regorge cette jeune wilaya du pays à même d'assurer le succès de la saison touristique saharienne 2024/2025, le ministre a, à ce titre, mis l'accent sur la nécessité d'accorder les facilités nécessaires aux artisans pour prendre part aux différentes manifestations et expositions internationales à l'effet de promouvoir les atouts d'artisanat que recèle l'Algérie. "La perle du Tassili N'Ajjer renferme un riche patrimoine d'artisanat d'où l'importance de le préserver", a indiqué M. Didouche, avant d'appeler à la formation des artisans en vue d'assurer la pérennité de ce legs et l'encouragement des associations artisanales activant dans cette wilaya.

Mettant à profit sa tournée dans la wilaya de Djanet, le ministre a présidé, en présence des autorités locales, une cérémonie de remise des autorisations d'exploitation à deux nouvelles agences de tourisme et de voyages avant de suivre un exposé faisant le point sur la situation du secteur du tourisme et de présider une rencontre avec les responsables des agences de tourisme et de voyages. Cette rencontre a été mise à profit par les responsables pour soulever une série de question dont notamment la suggestion d'ouverture d'une nouvelle liaison aérienne Rome (Italie) à Djanet (Algérie) et la révision du billet de voyage de la desserte Paris (France) et Djanet.

En réponse à ces questions et autres, le ministre a soutenu que ces préoccupations requièrent la coordination avec d'autres secteurs, avant d'ajouter que le secteur du tourisme de la wilaya connaît, à la lumière des facteurs encourageants, une "avancée" qu'il appartient aux propriétaires des agences de tourisme et de voyages de fournir davantage d'efforts pour promouvoir le tourisme saharien.

VIANDES BLANCHES

Signature d'une convention cadre pour renforcer l'approvisionnement du marché durant le Ramadhan

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a présidé, lundi, la cérémonie de signature d'une convention cadre pour renforcer l'approvisionnement du marché en viandes blanches et garantir la disponibilité du produit durant le mois de Ramadhan, indique un communiqué du ministère. La convention a été signée entre le Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog), la Fédération nationale des aviculteurs (FNAV) et la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), "dans l'objectif de renforcer l'approvisionnement du marché national en viandes blanches, notamment durant le mois de Ramadhan", précise le communiqué. Cette convention s'inscrit dans le cadre des mesures proactives prises par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour garantir l'approvisionnement du marché en produits agricoles de large consommation, à l'instar des viandes blanches, et ce à travers le renforcement de la coopération et du partenariat entre les professionnels des divers filières agricoles et les opérateurs économiques publics, ajoute le communiqué. Elle vise également à constituer un stock de viandes blanches afin de réguler le marché national en coordination avec les parties concernées, en l'occurrence les aviculteurs (particuliers ou organisés en coopératives), les entreprises relevant du Groupe Agrolog, l'Office national des aliments de bétail (ONAB) (à travers ses filiales), outre la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA) et la Société Entrepôts Frigorifiques de la Méditerranée "Frigomedit".

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 29 اكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Octobre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	89	108	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	132	152	111	الطماطم	
	Oignon sec	49	55	43	البصل الجاف	
	Ail sec	430	494	366	الثوم الجاف	
	Carotte	83	93	73	الجزر	
	Navet	101	113	89	لفت	
	Poivron	124	139	108	الفلفل الاخضر	
	Piment	143	163	123	الفلفل الحار	
	Courgette	151	166	135	الكوسة	
	Haricot vert	183	202	164	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	118	130	105	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	346	454	238	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	485	613	358	التمر	
	Poire	401	497	305	الاجاص	
	Raisin	202	253	151	العنب	
	Grenade	137	165	109	الرمان	
	Banane	375	390	360	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1774	1914	1633	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	422	435	408	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	1,82	-0,88	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,85	-0,84	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 279,00	NC	0,00	-0,01	-0,41	11,99	5,48	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-4,65	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-15,48	2,03	-	0	0,00

AVEC UNE CROISSANCE DE 3,6 % AU 2ÈME TRIMESTRE 2024

L'économie nationale est sur la bonne voie

Au deuxième trimestre 2024, l'économie nationale a enregistré une croissance de 3,6 %, soutenue par des secteurs tels que l'agriculture, les industries manufacturières, ainsi que les services, selon le rapport de l'Office national des statistiques (ONS) intitulé « Comptes nationaux trimestriels au 2e trimestre 2024 ». Bien que ce chiffre représente un recul par rapport à l'année précédente (5,0 %), cette décélération globale dissimule des performances contrastées entre les différents secteurs d'activité, certains d'entre eux agissant comme des locomotives malgré un contexte économique incertain.

Par Mourad A.

En tête de ces secteurs dynamiques, l'agriculture a enregistré un net rebond avec une progression de 6,5 %. Cette performance souligne le regain de vitalité de ce secteur crucial pour l'économie nationale, accompagné d'une légère amélioration dans le domaine de la pêche, avec une hausse de 0,5 %. Ce regain agricole témoigne d'une adaptation des acteurs face aux défis climatiques et à la demande intérieure croissante, soutenue par des mesures de soutien public.
Les industries manufacturières ont également contribué de manière significative à la croissance, enregistrant une hausse de 4,3 %. Ces résultats témoignent d'une reprise progressive des activités industrielles, favorisée par des efforts de diversification de la production et une modernisation des infrastructures. L'industrie manufacturière, qui inclut des domaines tels que l'agroalimentaire et les biens de consommation, joue un rôle clé dans la stabilisation de l'économie nationale.
Le secteur du commerce et des services a montré une dynamique encourageante avec une croissance de 6,0 %, tandis que les transports et communications ont progressé de 4,8 %, illustrant la reprise des échanges commerciaux et une meilleure connectivité au sein du pays. Cette performance repose en partie sur la modernisation des infrastructures de transport et un regain d'activité dans les services de télécommunications, en réponse à la demande accrue de connectivité et de mobilité. Un autre secteur en pleine expansion est celui de l'électricité et du gaz, où la production a enregistré une croissance significative de 8,2 %, contrastant fortement avec la hausse plus modérée de 1,7 % constatée l'année précédente. Cette amélioration notable reflète l'augmentation de la demande intérieure en énergie, couplée à un renforcement des capacités de production et de distribution.
Cependant, certains domaines stratégiques, comme les industries extractives, ont montré des signes de ralentissement. Après une hausse marquée de 8,0 % au deuxième trimestre 2023, le secteur n'a crû que de 2,7 % en 2024. Cette perte de vitesse s'explique notamment par des contraintes d'exploitation et des variations dans la demande mondiale. Les industries extractives restent néanmoins une composante clé de l'économie nationale, contribuant substantiellement aux revenus extérieurs.
Sur le plan de la demande intérieure, la formation brute de capital fixe a affiché une augmentation remarquable de 11,6 %, reflétant un regain d'investissements dans les infrastructures publiques et les projets industriels. Cette évolution témoigne d'une volonté de renforcer les bases de la croissance future, malgré une hausse plus modeste de la consommation finale des ménages, qui s'est accrue de 4,1 %. Ce chiffre traduit une certaine prudence des ménages dans leurs dépenses, probablement en lien avec les incertitudes économiques. En termes de prix, une hausse de 2,3 % a été observée, inversant la tendance à la baisse constatée l'année précédente. En conséquence, le Produit Intérieur Brut en valeurs courantes a atteint 8 784,5 milliards de dinars, contre 8 288,4 milliards de dinars au même trimestre en 2023, traduisant une augmentation globale de 6,0 %.
Ce trimestre révèle donc une économie nationale portée par quelques secteurs clés, tout en mettant en lumière les défis auxquels elle fait face pour maintenir une croissance stable et diversifiée. Les performances de l'agriculture, des industries manufacturières et des services montrent une résilience face aux vents contraires, mais des efforts restent à faire pour soutenir les secteurs en difficulté et améliorer la dynamique globale de croissance.

EXPORTATIONS DE L'ALGÉRIE VERS L'AFRIQUE

2,70 milliards de dollars en 2023

Par Sirine R.

Les échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays africains ont enregistré une nette progression de 18% durant l'année 2023 par rapport à l'année précédente. En effet, le volume du commerce entre l'Algérie et les autres pays africains a atteint un total de 4,6 milliards de dollars, selon des données officielles annoncées par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur «ALGEX».
Au cours de l'année dernière, l'Algérie a exporté pour 2,70 milliards de dollars de biens vers d'autres pays africains, tandis qu'elle a importé pour une valeur de 1,87 milliard de dollars en provenance de ces pays, selon les chiffres présentés par le directeur adjoint de l'agence "ALGEX", Fawzi Bouabid, lors de la première édition de la Conférence africaine sur l'exportation et les services logistiques, organisée à Alger par l'Institut d'études économiques et de développement des investissements.
Le volume du commerce algéro-africain en 2023 représente une augmentation de 38 % par rapport à 2021 et de 88 % par rapport à 2020, selon les mêmes données.
Ces chiffres sont un «indicateur positif du début de la croissance des échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres pays africains», a déclaré un responsable d'ALGEX, ajoutant que «les pays africains représentent une zone importante et prometteuse pour la croissance des échanges commerciaux et des investissements».
Cependant, ces chiffres restent «faibles par rapport aux possibilités existantes», a ajouté le même interlocuteur. L'Algérie a enregistré l'année dernière des exportations d'environ 2,7 milliards de dollars, avec la Tunisie, l'Afrique du Sud et l'Égypte comme principaux clients algériens sur le continent africain, représentant respectivement 1,4 milliard de dollars, 165,28 millions de dollars et 143,68 millions de dollars.
Hors secteur des hydrocarbures, les exportations algériennes vers d'autres pays africains ont atteint 704,89 millions de dollars, incluant des produits comme le ciment, le sucre, les barres d'acier, les engrais, le papier, les dattes, le verre, et le carrelage.
Concernant les importations algériennes en provenance d'autres pays africains, celles-ci ont atteint 1,87 milliard de dollars en 2023, incluant des matières premières comme le minerai de fer, le café, les tissus et les fils. L'Égypte et la Mauritanie ont dominé le classement des fournisseurs africains de l'Algérie avec respectivement 886,24 millions de dollars et 382,22 millions de dollars, suivies par la Tunisie avec 322,22 millions de dollars et la Côte d'Ivoire avec 88,79 millions de dollars.
La première édition de la Conférence africaine sur l'exportation et les services logistiques a vu la participation de représentants du ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que du ministère des Transports. Des ambassadeurs de plusieurs pays africains, comme la Tunisie, la Mauritanie, le Sahara occidental, ainsi que des représentants d'institutions économiques et des experts en commerce et en exportation, étaient également présents.

TRANSPORTS

7,83 milliards de DA d'investissement en 2025

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana a affirmé, avant-hier à Alger, que le budget proposé pour le secteur dans le projet de loi des finances (PLF 2025) priorisait le développement des infrastructures de base et des structures d'accueil en vue d'assurer le transport des personnes et des marchandises, d'améliorer la qualité des prestations et de répondre à la demande croissante pour les différents modes de transport.
Le ministre a précisé qu'un montant total de 42,95 milliards de DA a été alloué en tant qu'autorisations d'engagement pour la réalisation des programmes de son département ministériel, dont 7,83 milliards de DA pour les dépenses d'investissement.
Ces dépenses d'investissement concernent notamment les nouveaux projets tels que la mise à jour des plans directeurs relatifs aux transports ferroviaires, aux ports et aux aéroports, la réhabilitation de plusieurs aérogares, le renforcement et l'extension des systèmes de vidéosurveillance et de caméras thermiques dans les aéroports, ainsi que l'élaboration d'une étude pour les protéger des inondations, sans oublier la modernisation du réseau électrique, de l'assainissement et des système anti-incendie dans les aéroports.
Evoquant les dépenses des employés, le ministre a souligné qu'un montant de 4,49 milliards de DA a été alloué pour couvrir les salaires des employés au niveau de l'administration centrale, dont 830 millions de DA pour l'administration centrale et 3,66 milliards de DA pour les services décentralisés. En revanche, un montant de 200,15 millions de DA a été consacré aux dépenses de gestion des services, réparti entre 95,54 millions de DA pour la gestion des services de l'administration centrale, et 104,61 millions de DA pour la gestion des services décentralisés, selon M. Zahana.
Quant aux dépenses de transfert pour l'année 2025, le ministre a précisé qu'un montant de 30,43 milliards de DA a été réservé pour couvrir les dépenses de contribution de l'Etat au titre des incidences du service public, réparties comme suit: 17 milliards de DA pour la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), 12 milliards de DA pour Air Algérie, 600 millions de DA pour Tassili Airlines, et 6 millions de DA à l'Etablissement national de la navigation aérienne (ENNA). Ainsi le montant total des crédits de paiement pour le portefeuille de programmes du ministère des Transports, au titre du PLF 2025, s'élève à 75,63 milliards de DA.

Synthèse R E.

LUTTE ANTI-CANCER À BATNA

1,5 milliard de dinars alloués à la rénovation des accélérateurs de particules

Un investissement public de 1,5 milliard de dinars a été consenti pour la rénovation des équipements des accélérateurs de particules pour la radiothérapie, au centre régional de lutte contre le cancer de Batna, a indiqué, lundi, le directeur de la Santé, Hamdi-Chagouri.
Cette "importante" enveloppe, allouée dans le cadre des opérations financées par le Fonds national de lutte contre le cancer, et qui doivent contribuer à l'amélioration de la prise en charge des patients affluant de plusieurs wilayas du pays vers cette structure de santé, a ajouté le même responsable.
M. Chagouri, faisant savoir que les cahiers des charges relatifs aux nouveaux équipements devant être acquis sont "en cours de préparation", a ajouté que la rénovation des accélérateurs de radiothérapie était "une demande urgente des spécialistes travaillant dans ce service du Centre régional de lutte contre le cancer, ainsi que des patients".
Le Centre régional de lutte contre le cancer de Batna a été ouvert en 2012 et dispose d'une capacité de 240 lits.

ORAN

Levée du gel sur le projet d'extension de la ligne de tramway vers la zone de Belgaïd

La mesure du gel sur le projet de l'extension du tramway vers la zone de Belgaïd a été "levée" et le lancement des travaux est prévu pour l'année 2025, a annoncé, lundi, le wali d'Oran, Saïd Sayoud.
Lors de d'ouverture de la troisième session ordinaire de l'année 2024 de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le wali a indiqué que le gel du projet d'extension de la ligne de tramway vers la zone de Belgaïd, à l'Est d'Oran, a été levé, ajoutant que le démarrage des travaux aura lieu, durant l'année 2025, et seront suivis des travaux d'extension vers l'aéroport d'Es-Senia.
Il a souligné que cette extension permettra d'assurer des services de transport de qualité vers le centre urbain de Belgaïd, qui abrite des dizaines de milliers d'habitants et d'importantes infrastructures publiques, dont le pôle universitaire et le complexe sportif "Miloud Hadefi".
D'autre part, M. Sayoud a souligné qu'un projet a été inscrit au titre du programme 2025 pour l'achèvement de la route côtière reliant les villes d'Arzew et Oran, en passant par la zone côtière de Kristel, ce qui contribuera au développement de l'activité touristique dans la région.
Le même responsable a annoncé que les entreprises chargées de réaliser le projet de la trémie à la sortie Est de la ville d'Oran vers Mostaganem (au niveau du Rond-point de la Pépinière) débuteront la semaine prochaine, avec le transfert des réseaux d'eau, de gaz, d'électricité et de communication, en vue du démarrage des gros oeuvres de ce projet, qui contribuera à améliorer la circulation routière.
D'autre part, le wali d'Oran a annoncé la réception prochaine de l'hôpital spécialisé dans le traitement du cancer, qui permettra de fournir des services de santé de qualité aux patients et de faire d'Oran un pôle de santé d'excellence.
Les membres de l'APW ont débattu le budget primitif de la wilaya pour l'année 2025, qui a consacré 5 milliards DA à la gestion et 2 milliards et 394 millions DA à l'équipement et l'investissement.

CNAS OUARGLA

La prévention des accidents et des maladies professionnels soulignée

La prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles à travers la prise des diverses mesures dans les sites de travail, a été soulignée par les participants à une journée d'information tenue, lundi à Ouargla, à l'initiative de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS d'Ouargla).

Intervenant lors de l'ouverture de cette journée tenue au siège de la CNAS, le représentant de la direction générale de la CNAS, Othmane Benzahane, a indiqué que "cette rencontre d'information constitue un espace de communication directe avec les acteurs et les chefs d'entreprises pour mettre en exergue l'intérêt qu'accorde la Caisse, au travers ses agences pour la consolidation et la promotion de la prévention de la santé et de la sécurité du travailleur face à d'éventuels risques professionnels". Pour sa part, le médecin de travail, Lamia Amazit, a évoqué les normes requises en médecine de travail, de la santé et de la sécurité du travailleur, les consultations médicales périodiques obligatoires devant bénéficier travailleur dans le cadre des mesures de la médecine de travail. Le représentant de la direction de la Protection civile d'Ouargla, Brahim Benioua, a, de son côté, abordé les interventions de ce corps constitué lors des accidents survenus au niveau des entreprises établies dans la région, avant de mette en avant l'importante d'initier les travailleurs sur les premiers secours pour les prodiguer en cas d'accident de travail, et ce, avant l'arrivée des éléments de la Protection civile et contribuer, par conséquent, à la réduction des dangers engendrés par les accidents de travail. Dans son intervention, le directeur de l'agence de la CNAS de Ouargla, Abderrahim Hadri, a rappelé que 883 accidents de travail et maladies professionnelles, et 72 accidents ont été enregistrés dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), dont 14 accidents mortels (tous secteurs d'activités confondus). Selon le même responsable, cette rencontre s'assigne entre-autres objectifs la sensibilisation sur l'importance de la prévention des accidents de travail dans les secteurs du BTPH notamment, car enregistrant le plus grand nombre d'accidents. Cette initiative a été riche en communications animées par des représentants des entreprises activant dans les secteurs du BTPH, dont Cosider, en sus de la projection d'un film-documentaire sur les accidents de travail, et la mise sur pied d'une exposition sur des équipements et effets de protection des travailleurs dans les chantiers. Cette journée d'information de deux jours tend également à sensibiliser les chefs d'entreprises et les travailleurs sur les éventuels risques encourus lors de l'exercice de leurs mission, les mesures à suivre, et les droits et devoirs de l'employé dans le cadre de la santé et de la sécurité du travailleur, ont indiqué les organisateurs. La CNAS organise, par souci de promouvoir la prévention et la protection en milieu du travail, une série d'activités préventives dans les lieux de travail à la faveur des enquêtes et contrôles nécessaires à l'effet de s'assurer de la sécurité et du respect par les chefs d'entreprises des règles de sécurité, de prévention de la santé et de la médecine de travail.

SAÏDA

Plus de 130 familles ont bénéficié du raccordement du gaz naturel

Plus de 130 familles résidant dans la commune d'Aïn El Hadjar (Saïda) ont bénéficié, lundi, du raccordement de leurs habitations au réseau de gaz naturel, a-t-on constaté.
Le wali AmoumenMermouri a supervisé la mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 41 familles habitant la ferme de Menad Belhadj et 91 familles habitant la ferme de Zerrouki Belkacem, dans la commune de Aïn El Hadjar, coïncidant avec le 70ème anniversaire de la glorieuse guerre de libération.
A cet égard, le wali a indiqué à la presse que cette opération vise à prendre en charge les habitants de ces zones éloignées de la wilaya à l'instar des autres régions, auxquelles le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une importance particulière pour améliorer leurs conditions de vie.
Cette opération, qui a été supervisée par la Direction de distribution de l'électricité et du gaz, a nécessité un coût financier global de plus de 64,5 millions de dinars, sur un réseau de plus de 12 kilomètres, a-t-il précisé.
Depuis le début de l'année dernière, plus de 1.250 familles vivant dans différentes zones de la daïra d'Aïn El Hadjar ont bénéficié du raccordement au réseau de gaz naturel, selon la Direction de distribution de l'électricité et du gaz.
Selon la même direction, plus de 80 kilomètres de réseau de gaz naturel ont été installés à travers les agglomérations rurales et les villages de la wilaya de Saïda. (APS)

CONSTANTINE

La CNAS sensibilise sur les risques professionnels

La Caisse Nationale des Assurances Sociales (CNAS) de Constantine a lancé lundi 28 octobre, sa onzième édition des journées portes ouvertes sur la prévention des risques professionnels dans le secteur du Bâtiment, des Travaux Publics et de l'Hydraulique (BTPH).
Cette manifestation de deux jours, qui se poursuit jusqu'aujourd'hui, mardi 29 octobre, se déroule sous le slogan : « Travaillons ensemble pour un chantier plus sûr ! ». Cette initiative s'inscrit dans la stratégie globale de la CNAS visant à renforcer la sécurité et la santé des travailleurs, une priorité absolue pour l'organisme.
L'événement, organisé simultanément dans toutes les agences des wilayas du pays, vise à promouvoir la prévention des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs dans l'exercice de leurs fonctions.
Les statistiques alarmantes de 2023 justifient l'urgence de cette action : sur les 2291 accidents de travail et maladies professionnelles déclarés à l'agence de Constantine, 375 concernaient le secteur BTPH. Plus inquiétant encore, sur les 25 accidents mortels enregistrés, treize sont survenus dans ce secteur, le plaçant en tête des activités les plus dangereuses. Les objectifs de ces journées sont multiples, où elles visent à sensibiliser les employeurs et les salariés aux risques potentiels, ainsi que de les informer sur les mesures préventives à adopter, en plus de renforcer la conscience juridique concernant les droits et obligations en matière de santé et sécurité au travail, mettre en lumière le rôle de la CNAS dans la prévention des accidents et diffuser les bonnes pratiques pour améliorer les comportements sécuritaires.
La CNAS s'engage activement dans cette démarche préventive en effectuant des contrôles réguliers sur les chantiers et en veillant au respect des normes de sécurité par les employeurs. L'organisme souligne que la création d'une culture de prévention forte reste la solution la plus efficace pour réduire le nombre d'accidents graves dans ce secteur particulièrement exposé aux risques.

Comment les « fonds vautours » dépècent les états surendettés

Les difficultés financières du Sud global constituent une opportunité pour les « fonds vautours » pour empocher de très grosses plus-values. Leurs méthodes extrêmement agressives pour soumettre les États, judiciaires ou non, sont mêmes théorisées par un cabinet d'avocats new-yorkais. Dans son nouvel ouvrage Chasseurs d'États. Les fonds vautours et la loi de New York à l'assaut de la souveraineté (La Découverte), le sociologue Benjamin Lemoine plonge dans les arcanes de la finance et des cours de justice américaines pour décrypter les méthodes de ces rapaces de la finance… et les moyens de leur résister. Extrait.

1ère partie

Ils se vivent comme des « chasseurs ». Leurs proies sont les « souverains ». Ils sont avocats et ont pour clients la haute finance ou des firmes multinationales à qui des États doivent de l'argent, qu'il s'agisse d'une dette impayée, d'une indemnité obtenue à la suite d'un procès ou d'un recours en arbitrage [1].
L'un d'entre eux a rédigé le manuel du « bon » traqueur d'État, intitulé « À la poursuite des actifs protégés des débiteurs souverains ». Son auteur, Michael S. Kim, est spécialisé dans les disputes commerciales transnationales. Fondateur et principal associé du cabinet d'avocats new-yorkais Kobre & Kim LLP, diplômé de la faculté de droit de Harvard, cet ancien assistant au bureau du procureur général du district sud de New York (où il travaillait sur la criminalité en col blanc) met son expertise acquise au département de la Justice au service des entreprises et financiers qui cherchent à recouvrer leurs créances.

De redoutables « chasseurs d'états »

Les États souverains constituent pour ces chasseurs, qui s'en prennent aussi à des sociétés privées, l'espèce la plus redoutable des débiteurs, et les poursuivre relève d'« un affrontement avec des titans ». Pendant l'été 2005, les membres du cabinet Kobre & Kim se sont rendus dans le Connecticut, où ils ont passé une journée entière sur un champ de tir : « Nous nous occupons de litiges et de procès très agressifs ; nous préférons donc une activité qui s'accorde bien avec cette culture. Frapper une petite balle blanche sur les greens de golf ne nous convient pas vraiment », explique Kim à un journaliste du New York Times en 2005. Le stand de tir est devenu l'activité de prédilection pour les séminaires d'intégration de nombreuses entreprises new-yorkaises. Finies les parties de pêche et de softball. Les montants en jeu sont élevés, dépassant la plupart du temps la centaine de millions, parfois plusieurs milliards de dollars. Le lexique décrivant leur travail est militaire : on parle de « campagnes d'exécution ». Il s'agit, en mobilisant tous les leviers de pression imaginables, juridiques ou extra-juridiques, de contraindre les États à transiger. En effet, si le créancier a le droit pour lui, une décision de justice ou la sentence d'un tribunal d'arbitrage, aucune force ne contraint les États à payer. Dès lors, une armada est nécessaire pour transformer un bordereau de justice en liquidités.
Depuis la fin des années 1990, le tableau de chasse mondial est fourni. Certains actifs saisis sont qualifiés de « trophées » en raison de leur valeur financière ou symbolique, matérialisant la punition et l'entrave infligées aux États. Un Falcon de la flotte du président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso, attaché au sol dans un hangar de l'aéroport de Mérignac en Gironde. Une frégate argentine immobilisée au Ghana. Des huissiers de justice dépêchés pour tenter de saisir un satellite de l'État argentin ou pour bloquer un port commercial du Venezuela. Les comptes bancaires des ambassades gelés. La Federal Reserve de New York dans l'incapacité de transférer de l'argent depuis le compte de la Banque centrale d'Argentine pour honorer le paiement du gouvernement au Fonds monétaire international…
Quand bien même ces saisies peuvent être levées dans certaines juridictions où elles sont entreprises, l'objectif a été atteint. Car ces raids légaux, délibérément spectaculaires, embarrassent, sinon humilient les États. Si les créanciers n'espèrent pas se rembourser intégralement par la saisie d'actifs, cette collecte provisoire finance leur procédure et, surtout, paralyse progressivement la cible. L'État débiteur voit peu à peu sa vie de souverain devenir impossible : ses partenaires commerciaux sont aussi visés et touchés, ses biens, ses transports sont placés sous surveillance et certains sont immobilisés. Tant que l'État pourchassé n'accepte pas de revenir à la table des négociations, avec eux en priorité, il éprouve de sérieuses difficultés à débourser son argent pour payer un autre créancier sans être menacé de confiscation. Jusqu'à ce qu'il craque. Tous les coups légaux sont permis pour mettre sous pression et étrangler financièrement le mauvais payeur et l'acculer au remboursement. En donnant libre cours à leur « instinct de chasseur », les créanciers finissent souvent par arracher le consentement de l'État débiteur à transiger et par en tirer profit.
Depuis le début des années 2000, des centaines d'investisseurs étrangers ont poursuivi en justice plus de la moitié des États du monde.
Depuis le début des années 2000, des centaines d'investisseurs étrangers ont poursuivi en justice plus de la moitié des États du monde, fait des recours en arbitrage pour réclamer des dommages et intérêts liés à un large éventail d'actions gouvernementales – des réglementations en matière environnementale ou de santé publique – considérées comme une remise en cause de leurs investissements financiers (en juillet 2024, on recensait 1 332 cas de recours contre les États, ndlr). Mais les réclamations devant les tribunaux portent aussi sur des dettes non honorées. La probabilité qu'une crise de la dette s'accompagne d'une action en justice est passée de moins de 10 % dans les années 1980 à plus de 50 % ces dernières années.

Quand les états ne sont plus souverains face aux spéculateurs

Cette industrie du litige contre les États est dominée par un petit nombre de fonds spéculatifs, des hedge funds [2], qui sont entourés d'enquêteurs et d'informateurs très bien renseignés, officiels ou officieux – dont la fonction est de traquer les actifs de l'État endetté circulant dans le monde –, ainsi que de spécialistes en relations publiques – qui se démènent pour nuire à la réputation des mauvais payeurs et, a contrario, polir l'image de victime des financiers auprès des tribunaux et de l'opinion financière. Dans chaque opération commando, il s'agit de faire face à la souveraineté des États, c'est-à-dire d'affronter leur capacité à ne pas reconnaître des droits au remboursement, à ne pas se plier au jugement des tribunaux étrangers et à décider qu'une situation exceptionnelle – crise économique, sociale ou politique – justifie d'ignorer les promesses préalablement faites.
La plupart du temps, les détenteurs originaux des titres d'emprunt ou des indemnités arbitrales se sont délestés des créances ou du dossier et les ont revendus sur un marché de l'occasion, dit secondaire, découragés par le coût d'une procédure judiciaire de longue haleine ou éprouvant le besoin de nettoyer leur portefeuille. On le voit, la poursuite juridique est devenue financiarisée, transformant les litiges en supports d'investissement circulant sur un marché des affaires. ***(A suivre)***

Notes

[1] Consenti par les États eux-mêmes dans le cadre des traités bilatéraux d'investissement et des accords de libre-échange, le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) – Investor-State Dispute Settlement (ISDS) en anglais – est une voie de recours, alternative à la justice étatique, pour les investisseurs, qui leur permet de réclamer auprès des arbitres des indemnités compensatoires si l'utilisation par l'État de ses institutions pour promulguer des lois, enquêter sur des infractions présumées, retenir ou révoquer des licences, etc., remet en question, de façon non conforme aux traités, les promesses faites à un investisseur.
[2] Les hedge funds, contrairement à ce que suggère leur appellation littérale (fonds de couverture), sont des fonds d'investissement qui, profitant d'une faible réglementation, placent une part importante de leur portefeuille sur des actifs illiquides, complexes ou risqués – à la différence des fonds d'investissement (investisseurs institutionnels, compagnies d'assurances, fonds de pension) destinés au grand public. Peu transparents et souvent implantés dans les paradis fiscaux, ils cherchent la surperformance et utilisent massivement les techniques de spéculation sur l'évolution des marchés, à la baisse comme à la hausse (produits dérivés, vente à découvert et effet de levier). Autrefois petits groupes d'entrepreneurs, ils sont aujourd'hui, le plus souvent, de grandes institutions financières qui emploient des centaines de personnes.
[3] Quand je l'interroge sur son palmarès, Kim évoque trois dossiers au moins : Conoco Philipps c. Venezuela ; Chevron c. l'Équateur ; Elliot c. Corée (qui fait actuellement l'objet d'un appel).

QATAR-AFGHANISTAN

Signature d'un protocole d'accord dans le domaine des services aériens

L'État de Qatar et l'Afghanistan ont signé, aujourd'hui, un protocole d'accord dans le domaine des services aériens visant à renforcer les droits de transport entre les deux pays.
Ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre de mesures visant à renforcer la position de Qatar en matière d'accords de services aériens, de manière à permettre à la compagnie nationale, Qatar Airways, d'étendre son réseau mondial et de renforcer son offre en matière de destinations.
Le protocole d'accord a été signé, du côté qatari, par M. Mohamed Faleh Al Hajri, le directeur général par intérim de l'Autorité de l'aviation civile, et, du côté afghan, par Mullah Abdul Salam Haidari, le Vice-ministre des Transports et de l'Aviation du gouvernement intérimaire de l'Afghanistan, en présence de Son Excellence M. Jassim Saif Ahmed Al Sulaiti, le ministre des Transports.
À l'issue de la cérémonie de signature de cet accord, Son Excellence le ministre des Transports a tenu une réunion avec le Vice-ministre des Transports et de l'Aviation du gouvernement intérimaire de l'Afghanistan pour examiner les relations bilatérales entre les deux pays dans les domaines de l'aviation civile, des transports et des télécommunications.

MAURITANIE

Satisfecit de la BCM à 4 banques de la place et annonce de nouvelles normes de conformité

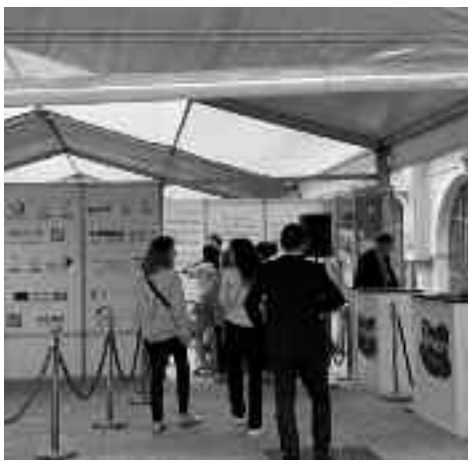
La Banque Centrale de Mauritanie a sélectionné quatre banques dans la liste des leaders du marché des changes, à savoir Al-Tijari, Al-WafaMauritanianIslamic Bank, Banque Al-Amana et Société Générale.
C'est le sens d'une circulaire émise par la Banque Centrale le 21 octobre, portant le numéro 016/GR/2024, définissant la liste des leaders du marché des changes parmi les banques et définissant les critères de sélection parmi eux, expliquant que la sélection est basée sur la seule règle du respect du volume minimum de transactions de 10%, à condition que la liste soit réévaluée dans un délai de 6 mois.

EMPLOI DES JEUNES EN TUNISIE

Mettre en place des concepts innovants et adéquats

Grâce à un labyrinthe composé de panneaux informatifs qui retracent les différents services d'emploi en Tunisie, les jeunes demandeurs d'emploi ont pu découvrir les opportunités professionnelles disponibles sur le marché du travail en Tunisie mais aussi en Allemagne.

Plusieurs centaines de jeunes étudiants et demandeurs d'emploi ont participé à la 2e édition de « ForsaStreet». Organisée par la coopération GIZ à travers son projet ZME (Centre tuniso-allemand pour la migration et le développement) et en partenariat avec le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi ainsi que le ministère de la Jeunesse et des Sports, cette initiative vise à rapprocher les jeunes du monde professionnel grâce à un concept innovant et pertinent, à savoir le parcours labyrinthe. En effet, ce labyrinthe, composé de 40 panneaux informatifs, retrace les différents services et opportunités destinés aux jeunes Tunisiens en quête d'emploi.
Les conseillers présents ont joué un rôle clé, en présentent des conseils et une orientation personnalisée aux jeunes qui cherchent à explorer de nouvelles opportunités en matière de formation professionnelle, entrepreneuriat ou d'emploi aussi bien au niveau national qu'international.
Les jeunes ont ainsi pu interagir directement avec ces experts, ce qui leur a permis de



mieux comprendre les défis et les opportunités du marché du travail. Ce labyrinthe comprend également un espace à part entière où des experts du Centre Tuniso-Allemand (CTA) ont mis à disposition des visiteurs leur expertise dans le domaine de l'emploi. L'événement a été inauguré samedi 26 octobre à La Cité de la culture et s'est déroulé sur deux jours.

L'emploi et la formation professionnelle, domaines clés de la coopération tuniso-allemande

Dans son mot d'ouverture, l'ambassadrice d'Allemagne en Tunisie, Elisabeth Wolbers, a mis l'accent sur les efforts de partenariat déployés entre la Tunisie et l'Allemagne dans les domaines de la formation, l'éducation, l'enseignement et l'employabilité. Rappelant le partenariat de longue date entre les deux pays, l'ambassadrice a affirmé qu'avec la présence de plus de 300 entreprises allemandes, employant plus de 90.000 personnes, l'Allemagne est un des plus importants investisseurs en Tunisie.
Elle a souligné que la qualification et le savoir-faire acquis des jeunes diplômés figurent parmi les principaux facteurs attractifs pour les entreprises allemandes qui continuent de recruter ici en Tunisie, offrant ainsi de nouvelles perspectives à la jeunesse tunisienne.

EGYPTE

Le Caire annonce une possible révision de son accord avec le FMI

Les autorités égyptiennes mènent des réformes draconiennes soutenues par l'institution financière multilatérale pour corriger les déséquilibres macroéconomiques du pays, mais ce traitement de choc pèse lourdement sur la population, dont près de 30 % vit déjà sous le seuil de pauvreté.
L'Egypte pourrait réévaluer son programme de réformes économiques soutenu par le Fonds monétaire international (FMI) à hauteur de 8 milliards de dollars, si l'institution financière multilatérale ne prend pas en compte les circonstances régionales et internationales difficiles qui font peser un lourd fardeau sur la population, a annoncé président Abdel-Fattah al-Sissi (photo), le dimanche 20 octobre « Nous nous sommes mis d'accord avec le FMI, et c'est une question importante. Je dis au gouvernement et à moi-même que si cela conduit à des pressions que la population ne peut pas supporter, nous devons réévaluer notre situation, et la situation avec le Fonds doit être revue », a-t-il déclaré lors d'une conférence organisée au Caire. Et d'ajouter : « en ce qui concerne le programme dans lequel nous sommes actuellement engagés, et c'est un message que nous adressons à nous-mêmes et aux institutions internationales concernées, le FMI, la Banque mondiale et toutes les institutions, nous le mettons en œuvre dans des circonstances régionales et mondiales extrêmement difficiles ».
Le dirigeant égyptien a également indiqué que les tensions économiques et géopolitiques ont déjà privé le pays le plus peuplé du monde arabe d'importantes recettes budgétaires. « L'Egypte a perdu 6 à 7 milliards de dollars de revenus au cours des sept à dix derniers mois, une situation qui pourrait se poursuivre pendant au moins un an », a-t-il lancé.
Les attaques menées par les rebelles Houthis du Yémen contre les navires en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, « en signe de solidarité » avec le mouvement palestinien Hamas, ont fait chuter les revenus du canal de Suez, passage crucial pour le commerce mondial, à 870 millions de dollars au deuxième trimestre 2024 contre 2,54 milliards de dollars durant la même période de 2023.
Le Caire avait signé en mars 2024 un accord avec le FMI sur un programme de 8 milliards de dollars, en contrepartie d'une série de réformes douloureuses, dont la réduction des subventions sur le carburant, l'électricité et plusieurs autres produits de base ainsi que la transition vers un régime de change flottant. Après avoir augmenté le prix du pain subventionné de 300% en juin dernier, les autorités ont revu à la hausse, le vendredi 18 octobre, les prix d'une large gamme de produits pétroliers pour la troisième fois cette année, avec de nouvelles hausses allant de 11% pour le diesel à 17% pour l'essence.
Cette flambée des prix suscite un mécontentement grandissant parmi la population, qui lutte pour satisfaire ses besoins élémentaires.

SUR DIX ANS

L'Arabie saoudite veut investir 41 milliards $ en Afrique subsaharienne

L'enveloppe comprend 25 milliards de dollars d'investissements directs qui seront réalisés par des entreprises privées, ainsi que des financements en faveur des start-up et des prêts.
L'Arabie saoudite a promis, le lundi 28 octobre, de mobiliser 41 milliards de dollars sous forme d'investissements et de financements en faveur des pays d'Afrique subsaharienne.
L'annonce a été faite par le ministre saoudien des Finances, Mohammed bin Abdullah Al-Jadaan (photo), lors du Sommet « Future Investment Initiative New AfricaSummit », qui s'est tenu à Riyad en présence de plusieurs investisseurs privés et de représentants de bailleurs de fonds.
M. Al-Jadaan a précisé que ce montant comprend une initiative régionale de développement d'un milliard de dollars, 5 milliards de dollars de financements en faveur des start-up africaines, 10 milliards de dollars de financements de la Banque saoudienne d'import-export (Saudi EXIM Bank) et des investissements de 25 milliards de dollars qui seront réalisés par le secteur privé.
Il a également indiqué qu'un groupe de bailleurs de fonds régionaux soutenus par les Etats du Golfe prévoit d'accorder des prêts d'un montant cumulé de 50 milliards de dollars à des pays africains d'ici 2030, faisant référence au Groupe de coordination arabe (ACG) qui comprend le Fonds saoudien pour le développement, le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds monétaire arabe et la Banque islamique de développement.

TOGO

L'État recapitalise et compte garder la main sur sa dernière banque, l'UTB

Alors que les autres États de l'UEMOA renforçaient leur présence dans le secteur bancaire, le Togo faisait figure d'exception en désinvestissant. Mais le vent a tourné. L'Union togolaise de Banque (UTB) devrait finalement rester dans le giron de l'État., malgré la pression du FMI.

Après des années de désengagement dans le secteur financier, le gouvernement togolais s'emploie à conserver l'Union togolaise de Banque (UTB) dans son portefeuille. Unique banque publique restante après les privatisations successives de la BTD, de la BPEC et de la BTCI, l'UTB demeure un instrument stratégique pour l'État, malgré sa situation financière fragile. Au premier trimestre 2024, Lomé a discrètement recapitalisé la banque, redressant un capital tombé en territoire négatif. Selon nos sources, cette opération de sauvetage, validée par un notaire, a permis de ramener les fonds propres négatifs de la banque à zéro, une étape cruciale pour éviter une intervention de la BCEAO.

Le montant exact de cette injection de fonds demeure confidentiel, bien que la Loi de finances ait prévu au moins 13 milliards FCFA (21,4 millions $) pour stabiliser la banque, en plus de 66,9 milliards FCFA pour acquérir les infrastructures de l'UTB et de IB Bank (ex-BTCI), privatisée en 2021. Ensemble, l'UTB et IB Bank concentrent 18,9 % des actifs bancaires du

Togo, mais leurs capitaux propres réglementaires étaient négatifs, représentant 1,8 % du PIB fin 2023. Malgré la recapitalisation, le ratio de solvabilité du secteur bancaire togolais, autour de 7,5 % en mars 2024, reste en dessous de la norme minimale de 11,5 %. Ce taux représente néanmoins une progression par rapport aux 5 % enregistrés fin 2023 et seulement 2,6 % en 2019.

S'il se montre attaché à sa dernière banque publique, le gouvernement togolais n'exclut pas de nouvelles injections de capitaux pour stabiliser l'UTB. Une vente semblait encore possible en début d'année, mais l'acheteur potentiel s'est désisté, réticent à ajuster son offre après la recapitalisation. Pour obtenir une vision claire de la situation, Lomé a mandaté un audit indépendant pour une évaluation transparente de la santé financière de l'UTB.

Le redressement de l'UTB a été confié à SimpliceToyiAssih, nommé directeur général en août 2024. Cet expert financier, avec plus de 23 ans d'expérience, a pour mission de restaurer la confiance des créanciers et des clients, tout en répondant aux exigences de la Commission bancaire de l'UMOA.

Toutefois, le Fonds monétaire international (FMI) reste prudent face aux risques budgétaires de cette recapitalisation. L'institution a exhorté les autorités togolaises à réformer la gouvernance des entreprises publiques afin de limiter les impacts potentiels sur la stabilité financière. Selon des estimations internes, le soutien de l'État à l'UTB et à la BTCI pourrait creuser le déficit public de 1,1 % du PIB, un fardeau supplémentaire pour Lomé dans un contexte économique tendu.

E-COMMERCE

Le marché africain doublera en 5 ans, à 113 milliards $

Les principales tendances qui façonneront le secteur du commerce en Afrique durant les prochaines années sont l'essor de l'économie mobile, le développement rapide de la finance embarquée, le déploiement intensif des super-applications et l'adoption du protocole de la Zlecaf sur le commerce électronique.

La taille du marché africain du commerce électronique devrait passer de 55 en 2024 à 112,73 milliards de dollars en 2029, enregistrant ainsi une croissance de 105% sur une période de cinq ans, a estimé le cabinet de conseil en économie numérique TechCabal Insights dans un rapport publié le jeudi 10 octobre 2024.

Intitulé « Future of Commerce : Outlook for 2025 », le rapport précise que le chiffre d'affaires du secteur a enregistré un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 14,48% entre 2020 et 2024. Ce taux de croissance devrait se situer à 11,9% en moyenne par an entre 2025 et 2029.

Le revenu moyen par utilisateur/client (ARPU) de l'ensemble des acteurs du secteur opérant en Afrique devrait atteindre 390,58 dollars par cyber-acheteur en 2027 contre 362,10 dollars en 2024, avant de reculer à 367,55 dollars en 2029. Cette baisse découlera de plusieurs facteurs, dont la modération du marché après le pic observé durant la covid-19, la dévaluation des monnaies dans plusieurs pays africains, le faible revenu par habitant et l'aiguisement de la concurrence.

L'arrivée du géant américain Amazon sur le marché sud-africain permettra d'approfondir l'adoption du commerce en ligne, en offrant aux clients les prix les plus bas possibles. La récente fusion entre la start-up kényane Wasoko et son homologue égyptienne MaxAB, qui a donné naissance à un champion du commerce électronique B2B en Afrique, devrait quant à elle, réduire les coûts et améliorer l'accès aux biens essentiels sur l'ensemble du continent, alors que des plateformes égyptiennes de commerce électronique telles que Halanet Talabat, étendent leurs activités à des secteurs adjacents tels que les services financiers numériques et la logistique.

Le rapport indique par ailleurs que le nombre d'utilisateurs du commerce électronique (cyber-acheteurs) devrait s'établir à 518 millions en 2025. Des marchés clés tels que le Nigeria, le Kenya, l'Afrique du Sud et l'Egypte seront les principaux moteurs de la croissance du secteur, avec des start-up locales très agiles et l'arrivée de puissants acteurs internationaux.

Les principaux facteurs qui contribueront à l'essor du secteur du e-commerce sur le continent sont la croissance démographique élevée (+2,2% en moyenne par an d'ici 2050), la forte proportion de jeunes dans la population générale et l'urbanisation croissante (45% à l'échelle continentale en 2023).

Les tendances clés qui façonneront l'avenir du commerce en Afrique durant les années à venir sont l'essor de « l'économie mobile » (Mobile economy), le déploiement de systèmes de paiement innovants, l'amélioration de la cybersécurité et la multiplication des super-applications. 60% des transactions passeront en effet par le téléphone mobile en 2025, année durant laquelle le nombre d'abonnés uniques aux réseaux de téléphonie mobile sur le continent devrait atteindre 623 millions.

RWANDA

Volkswagen lance son projet de mécanisation agricole électrique

En Afrique subsaharienne, la mécanisation agricole est appelée à jouer un rôle clé dans le développement du secteur agricole. Au Rwanda, où les progrès dans ce domaine sont encourageants, l'accent est mis sur l'intégration de la durabilité dans les initiatives en cours.

Au Rwanda, Volkswagen Africa, la branche africaine du constructeur automobile allemand Volkswagen, vient de lancer un centre d'assemblage et de fourniture de tracteurs électriques basé à Gashora dans le district de Bugesera.

L'annonce a été faite dans un communiqué publié le mercredi 23 octobre sur le site de l'entreprise.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une phase pilote du projet « GenFarm » initié en juin 2023 en partenariat avec le ministère rwandais de l'Agriculture.

Si le coût de l'installation et sa capacité de production n'ont pas été révélés, on sait que le centre sera alimenté en énergie renouvelable grâce à un système photovoltaïque.

Il est également prévu pour fournir des services diversifiés aux agriculteurs, comme la location de tracteurs électriques avec un système d'échange de batteries intégré.

« Les agriculteurs peuvent réserver un tracteur électrique avec un conducteur formé pour une agriculture durable et abordable », explique NikolaiArdey, directeur général de l'innovation du groupe Volkswagen. Selon les détails du communiqué, la phase pilote du projet bénéficiera directement aux coopératives agricoles du district de Bugesera et le centre sera pleinement opérationnel au cours du premier semestre de 2025.

« Nous renforçons notre présence en Afrique et considérons le Rwanda comme un marché de croissance clé. Le projet GenFarm favorise l'innovation technologique et s'aligne sur la stratégie du groupe Volkswagen qui vise à générer une valeur significative pour la société et l'environnement par la mobilité durable », a déclaré pour sa part Martina Biene, présidente et directrice générale de Volkswagen Group Africa.

Plus largement, cette initiative devrait contribuer à renforcer la dynamique de progression de la mécanisation agricole au Rwanda. Selon les données du ministère de l'Agriculture, la superficie de terres mécanisées dans le pays a augmenté de 12,9 % d'une année sur l'autre, atteignant 79 908 hectares en 2022/2023.

Cette avancée a permis au Rwanda de réaliser un taux de mécanisation des exploitations agricoles de 42 % tandis que l'objectif du gouvernement est de parvenir à un taux de 50 % en 2023/2024.

MARCHÉS EN ASIE

Tokyo en petite hausse, le pétrole reprend son souffle

La Bourse de Tokyo s'affiche en petite hausse mardi 29 octobre, dans un marché prudent face à l'incertitude politique post-électorale au Japon, tandis que les cours du pétrole tentent de se ressaisir après leur plongeon de lundi. À Tokyo vers 02h30 GMT, l'indice vedette Nikkei gagnait 0,55% à 38.816,32 points, et l'indice élargi Topix 0,81% à 2.679,32 points.

Le marché est soutenu par les gains engrangés à Wall Street la veille, sur fond de plongeon des cours du pétrole. Et les titres du secteur bancaire profitent du renforcement des taux obligataires américains, à l'image de Mizuho (+3,05%) ou MUFG (+3,33%). Le fabricant de peintures industrielles Nippon Paint s'est envolé de 24% en début d'échanges après avoir annoncé son projet d'acquérir le chimiste AOC pour 2,3 milliards de dollars.
Les échanges restent cependant volatils, alors que la coalition au pouvoir a perdu sa majorité parlementaire lors d'élections anticipées dimanche - de quoi rendre incertaine ses promesses de relance économique. Désormais minoritaire, le Parti libéral-démocrate (PLD, droite conservatrice) «devrait chercher, pour gouverner, à coopérer» avec des formations d'opposition favorables à des dépenses publiques accrues, «mais comme le Parlement doit se réunir dans les 30 jours pour élire le premier ministre, l'incertitude perdurera», soulignent les experts du courtier Tokai Tokyo.
Les investisseurs guetteront par ailleurs jeudi une décision de la Banque du Japon, qui devrait maintenir selon les analystes son statu quo monétaire après avoir déjà relevé ses taux par deux fois cette année. Ce qui pourrait contribuer à affaiblir encore la monnaie nippone face à un dollar revigoré. Elle se reprend quelque peu mardi après avoir décroché de plus de 1% la veille: vers 02h30 GMT, elle s'échangeait à 152,93 yens pour un dollar.

Conjoncture chinoise morose

Vers 02h45 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, progressait de 0,41%, à 71,71 dollars. Celui de West Texas Intermediate (WTI) prenait 0,50%, à 67,71 dollars.
Les cours regagnent un peu de terrain dans les échanges asiatiques après avoir dévissé de 6% lundi, dans un marché soulagé par la relative retenue de l'attaque israélienne contre l'Iran - qui a épargné les sites énergétiques. Ce qui a ramené l'attention sur les perspectives maussades de la demande mondiale - notamment sur fond de conjoncture chinoise morose - face au gonflement d'une offre surabondante.
Le climat reste prudent sur les Bourses de Chine continentale, avant la publication cette semaine de résultats d'entreprises et d'indicateurs manufacturiers, sur fond d'attentes de potentielles injections de liquidités par la banque centrale. Vers 02H30 GMT, l'indice composite de Shanghai grignotait 0,02% à 3.322,80 points, celui de Shenzhen 0,08% à 2.004,11 points. À l'inverse, l'indice Hang Seng à Hong Kong gagnait du terrain (+1,26% à 20.858,56 points), avant la publication des résultats trimestriels du géant bancaire HSBC.

CAC40

Vers une poursuite sur sa lancée de la veille

Les futures sur le CAC40, en hausse de 37 points vers 7609, présagent une ouverture toujours confiante à Paris, après un début de semaine du bon pied qui a vu l'indice-phare parisien s'adjuger près de 0,8% lundi sur fond de chute des cours du pétrole.
'Il y a un an de cela, le CAC40 entamait un rallye haussier de près de 20% qui allait durer jusqu'au mois de mars. Il est peu probable qu'un scénario similaire se produise cette année', estime toutefois Christopher Dembik, chez Pictet Asset Management.
Le conseiller en stratégie d'investissement pointe en effet des conditions dégradées, entre économie européenne en difficulté, spectre de l'élection présidentielle américaine et valeurs du luxe (30% de la pondération de l'indice) à la traîne.
S'il juge qu'un rebond du luxe n'est pas impossible, Christopher Dembik prévient que pour cela, la Chine devra prendre des mesures plus efficaces pour soutenir son économie, aussi un plan de relance budgétaire chinois serait-il crucial pour le CAC40.
La séance s'annonce encore calme sur le front des données macroéconomiques -seul l'indice de confiance du consommateur américain du Conference Board devant paraitre en cours d'après-midi- laissant l'attention se porter sur l'actualité des entreprises.
Sur ce front, Vivendi indique que son conseil de surveillance a arrêté les résolutions qui seront soumises à son assemblée générale mixte du 9 décembre, pour approuver la séparation de Canal+, d'Havas et de Louis Hachette Group.
VusionGroup publie un chiffre d'affaires ajusté à fin septembre de 654 millions d'euros, en croissance de 16% et en ligne avec sa guidance, permettant au spécialiste des solutions de digitalisation du commerce de confirmer ses objectifs annuels.

Wall Street termine en hausse avant les résultats des «megacaps»

La Bourse de New York a fini en hausse lundi à l'aube d'une semaine chargée en résultats d'entreprise, notamment des plus grosses capitalisations, ainsi qu'en indicateurs économiques, les derniers avant l'élection présidentielle du 5 novembre.
L'indice Dow Jones a gagné 0,65%, ou 273,17 points, à 42.387,57 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 15,40 points, soit 0,27% à 5.823,52 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 48,58 points, soit 0,26% à 18.567,189 points. Cinq des plus grosses capitalisations de Wall Street vont publier leurs résultats cette semaine, à commencer par la filiale d'Alphabet, Google mardi, Microsoft et Meta mercredi, puis Amazon et Apple jeudi.
De nouveaux indicateurs vont également donner aux marchés plus d'indices sur la santé du marché du travail américain, le rapport sur l'emploi étant attendu vendredi.
Les chiffres de l'inflation aux États-Unis basés sur les dépenses de consommation personnelle (PCE) pour le mois de septembre, qui sont l'indice préféré de la Réserve fédérale pour l'évaluation de la santé économique américaine, sont également attendus jeudi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 28 Octobre 2024
Valeur : 30 Octobre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.4328	133.4478
1	EUR	EURO	144.2275	144.2571
1	GBP	POUND STERLING	173.0646	173.0840
100	JPY	JAPANESE YEN	87.0176	87.0331
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7201	18.7224
1	CHF	SWISS FRANC	153.7953	153.8303
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.0570	96.0747
1	DKK	DANISH KRONE	19.3294	19.3327
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.5842	12.5874
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1178	12.1225
1	AED	UAE DIRHAM	36.3270	36.3331
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5271	35.5349
1	KWD	KUWAITI DINAR	435.0597	435.3925
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.7404	43.1700
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5151	13.5166
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5585	27.6995
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3603	3.3707
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5256	177.5256

BOURSE DE ZURICH

Ouverture dans le rouge, Novartis en net repli

La Bourse suisse a ouvert en fort repli mardi, freinée par son poids lourd Novartis.
Les indications internationales étaient positives avec une clôture dans le vert pour Wall Street lundi soir ainsi que pour la place tokyoïte mardi.
"Les marchés actions à travers l'Europe et aux Etats-Unis ont bien démarré la semaine, à l'exception des titres des géants de l'énergie, souffrant de la chute de 5% des prix du pétrole", a expliqué l'analyste de Swissquote, Ipek Ozkardeskaya. Les frappes israéliennes en Iran ont épargné les sites énergétiques, réduisant les craintes sur le volet de l'approvisionnement en pétrole.
L'agenda macroéconomique reste chargé avec, la confiance des consommateurs aux Etats-Unis, suivi mercredi par les chiffres de la croissance européenne et américaine au 3e trimestre et l'inflation allemande en octobre. En Allemagne, le moral des consommateurs devrait continuer à se redresser en novembre mais reste à un niveau faible, alors que le pays pourrait de nouveau finir l'année en récession.
Vers 9h07, le SMI lâchait 0,1% à 12'226,87 points, le SLI prenait 0,04% à 1997,69 points et le SPI reculait de 0,20% à 16'251,03 points. Sur les trente valeurs vedettes, 23 avançaient et sept reculaient.
Lanterne rouge provisoire, Straumann (-6,8%) a publié des résultats en hausse au troisième trimestre, portés par une solide demande. La direction maintient ses objectifs pour l'ensemble de l'exercice, alors que certains observateurs tablaient sur un relèvement, selon les analystes.
Novartis (-3,0%) avait retourné la tendance par rapport à l'avant-Bourse et était le deuxième plus grand perdant. Le laboratoire pharmaceutique a publié des résultats solides au troisième trimestre, mais largement attendus. La cadence de croissance s'est maintenue à 9% entre juillet et fin septembre, comme sur le partiel précédent, pour un chiffre d'affaires de 12,82 milliards de dollars (11,11 milliards de francs suisses).

ROYAUME-UNI

KeirStarmer défend son futur budget avec des coupes et plus d'impôts

Le premier budget des travaillistes, dont la popularité est au plus bas quatre mois après leur arrivée au pouvoir, est aussi attendu que redouté, dans un contexte économique difficile avec des finances publiques en mauvais état.

"Personne ne souhaite d'augmentations d'impôts, ni de réduction des dépenses publiques, mais nous devons être réalistes" : le Premier ministre du Royaume-Uni KeirStarmer a défendu lundi son futur budget, qui sera dévoilé mercredi, réaffirmant qu'il serait douloureux pour les Britanniques. Ce premier budget des travaillistes, dont la popularité est au plus bas quatre mois après leur arrivée au pouvoir, est aussi attendu que redouté, dans un contexte économique difficile avec des finances publiques en mauvais état.
"C'est notre choix : la stabilité pour éviter le chaos, des emprunts pour stimuler la croissance à long terme, des augmentations d'impôts pour éviter l'austérité et reconstruire les services publics", a insisté KeirStarmer dans un discours dans les West Midlands (centre de l'Angleterre). Mais "des jours meilleurs nous attendent", a-t-il promis. "Sérieusement, il s'agit d'un plan économique qui changera la croissance britannique à long terme."

Un "trou noir" de 22 milliards de livres laissé par les conservateurs

KeirStarmer a une nouvelle fois mis en cause "l'héritage désastreux" des conservateurs, au pouvoir au Royaume-Uni pendant 14 ans, affirmant que les travaillistes sont aujourd'hui dans une "situation sans précédent". "Je ne suis pas prêt à poursuivre la fiction que nous avons connue au cours des 14 dernières années", a-t-il lancé. La ministre des Finances Rachel Reeves a notamment affirmé avoir hérité des Tories d'un "trou noir" de 22 milliards de livres (26 milliards d'euros) dans les caisses de l'Etat.
Le Premier ministre a cependant souligné qu'il ne "s'en servirait pas comme excuse" et s'attend à "être jugé sur (sa) capacité à faire face à cette situation" qui requiert des "décisions difficiles". Il a répété qu'il n'augmenterait pas les taxes pour les "gens qui travaillent", un engagement phare de sa campagne, mais l'absence de critères précis pour définir cette catégorie suscite désormais des interrogations.

40 milliards de livres à trouver chaque année à l'horizon 2030

Sans s'étendre sur les mesures qui seront rendues publiques mercredi, KeirStarmer a promis "un financement de 240 millions de livres pour les services locaux susceptibles d'aider les gens à retrouver du travail". Il a aussi annoncé la fin du plafond de deux livres sur les billets de bus, une mesure qui n'a été financée par les conservateurs "que jusqu'à la fin de l'année 2024", assurant que le billet serait plafonné à trois livres "jusqu'à fin 2025".
Selon la presse britannique et les économistes, Rachel Reeves devra trouver jusqu'à 40 milliards de livres par an à l'horizon 2030 si elle veut éviter un retour de l'austérité. Elle devrait notamment, en plus des coupes dans les dépenses, augmenter les cotisations sociales patronales, ce qui affecterait les grandes entreprises mais aussi les petites. Cette possibilité a soulevé de nombreuses critiques de l'opposition. Dimanche, le député conservateur Chris Philp, interrogé sur la chaîne de télévision ITV, a accusé les travaillistes d'avoir "trompé le public" pendant la campagne.

ESPAGNE

Un projet pour favoriser la transition énergétique et dans les quartiers défavorisés

Dans le quartier de Torreblanca, à Séville, de nombreux foyers sont confrontés à la précarité énergétique. Pour tenter d'y remédier, le projet européen POWERTY constitue une initiative à vocation économique, mais aussi sociale et éducative.
Dans le quartier populaire de Séville de Torreblanca, on mise sur le collectif en matière de transition énergétique. Cinq régions européennes dont l'Andalousie, participent au projet européen POWERTY, un projet INTERREG, qui permet de fournir de l'énergie renouvelable aux populations les plus précaires. Un projet à vocation économique, mais aussi sociale.
« La précarité énergétique touche 50 millions de personnes en Europe», explique Joaquín Villar, directeur des projets innovants et de l'international au sein de l'agence andalouse de l'énergie. « Le mot d'ordre de Torreblanca est non pas d'être connu pour la pauvreté ou le vol, mais comme un quartier qui s'engage en faveur des énergies renouvelables, des communautés énergétiques; on donne ainsi les moyens d'agir à la municipalité ».
Torreblanca est le quatrième quartier le plus pauvre d'Espagne, qui compte à ce jour près de 18 000 habitants. Il y a quatre ans, l'association Torreblancallumina a voulu relever un défi : créer une communauté énergétique et éducative, à la suite d'un don de panneaux solaires. Aujourd'hui, deux écoles publiques du quartier permettent de produire de l'énergie, et d'apporter une lueur d'espoir à la population locale.« La mairie nous permet d'utiliser les toits de deux écoles primaires», indique MacarenaLuque Guillén, de l'association Torreblancallumina. « L'idée, c'est de les couvrir de panneaux photovoltaïques pour qu'un maximum de familles du quartier puissent en bénéficier ».
Dans le cadre du projet pilote, seuls quelques panneaux solaires ont été installés dans deux écoles publiques. Ils produisent 15 kilowatts d'énergie, dont les élèves de primaire bénéficient en classe et à la maison.

JAPON

Redémarrage d'un réacteur nucléaire près de Fukushima

Un réacteur nucléaire doté d'une protection renforcée contre les tsunamis devait redémarrer mardi au Japon dans un département voisin de la centrale de Fukushima (nord-est), accidentée lors de la catastrophe de 2011, a annoncé son opérateur. Les 54 réacteurs nucléaires de l'archipel avaient tous été arrêtés dans le sillage de ce triple désastre (séisme, tsunami, accident nucléaire). Depuis, 12 des 33 unités encore opérationnelles ont été remises en services - mais aucune jusque là dans cette région de l'archipel. Le réacteur numéro deux de la centrale d'Onagawa, dans le département de Miyagi (nord-est), devait devenir le treizième du pays a être relancé mardi, selon l'opérateur Tokyo Electric Power Company (Tepco), cité par des médias. "L'énergie nucléaire, tout comme les énergies renouvelables, est une importante source d'énergie décarbonée, et notre politique est de l'utiliser au maximum à condition que la sécurité soit assurée", a déclaré le porte-parole du gouvernement, Yoshimasa Hayashi, cité par les médias. Fukushima, où la pire catastrophe nucléaire depuis Tchernobyl a fait environ 18.000 morts, le tsunami avait coupé les lignes électriques et inondé les générateurs de secours, paralysant les pompes à eau nécessaires au refroidissement du combustible nucléaire. Les normes de sécurité ont été renforcées depuis, et la centrale d'Onagawa - autorisée à redémarrer en 2020 - a rehaussé son mur anti-tsunami à 29 mètres au-dessus du niveau de la mer, ce qui en fait l'un des plus hauts du Japon.

UE

Deux ONG alertent sur une «contamination généralisée" au mercure du thon en conserve

Le thon en conserve est largement contaminé au mercure, une substance nocive pour la santé, dénoncent mardi dans un rapport les ONG Bloom et Foodwatch, qui demandent à la grande distribution et aux pouvoirs publics de "prendre des mesures d'urgence", dont l'abaissement des limites autorisées. "Bloom a sélectionné aléatoirement 148 boîtes de conserve dans cinq pays européens (France, Allemagne, Angleterre, Espagne et Italie) et les a fait tester par un laboratoire indépendant: 100 % des boîtes sont contaminées au mercure", révèle l'enquête menée par l'ONG Bloom. L'association de défense de l'environnement affirme que pour plus d'une boîte sur deux, la teneur en mercure dépasse la limite maximale fixée pour d'autres espèces de poissons, soit 0,3 mg/kg. "Les teneurs maximales en mercure du thon aujourd'hui en vigueur en Europe ont été établies en fonction du taux de contamination des thons constaté et non en fonction du danger que représente le mercure pour la santé humaine, afin d'assurer la vente de 95% des thons", relève l'enquête. Elles ont ainsi été fixées à 1 mg/kg pour le "poids frais" et non le produit fini, dans la conserve. "C'est la raison pour laquelle le thon, espèce parmi les plus contaminées, se voit attribuer une tolérance maximale en mercure trois fois plus élevée que celle des espèces les moins contaminées".
Pour les deux ONG, "aucune raison sanitaire ne justifie cet écart: le mercure n'est pas moins toxique s'il est ingéré via du thon, seule la concentration de l'aliment en mercure compte". Le mercure, présent notamment dans les dépôts atmosphériques provenant des centrales à charbon, est classé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) parmi les dix substances les plus préoccupantes pour la santé publique. Dans l'océan, le mercure se mélange à des bactéries et se transforme en méthylmercure, un dérivé encore plus toxique. "Le mercure élémentaire et le méthylmercure sont toxiques pour les systèmes nerveux (...), des troubles neurologiques et comportementaux peuvent être observés après exposition", indique l'OMS. Elles appellent la Commission européenne à s'aligner sur la teneur maximale la plus stricte qu'elle a fixée pour d'autres espèces, soit 0,3 mg/kg.

Quand Volkswagen et Audi boivent la tasse, c'est le groupe entier qui trinque

a débâcle de Wolfsburg, et les fermetures d'usines attendues, sont surtout le fait des deux marques allemandes du groupe, car du côté du Tchèque Skoda et des Espagnols Seat et Cupra, tout va très bien.

L'onde de choc se prolonge. Depuis la décision, ce 28 octobre, de fermer trois usines « au moins » en Allemagne, les détails du plan de la direction de Volkswagen n'en finissent pas de faire des remous. Le syndicat IG Metall promet d'ailleurs « un hiver rude » à la direction du groupe, à la vue des premiers éléments de ce plan de « sauvegarde ».

Car la fermeture de trois unités de production provoquera immanquablement près de 20 000 licenciements. Une peine à laquelle s'ajoute, pour ceux qui resteront, une baisse de salaire de 10 % de salaire et un blocage total de toute augmentation prévue jusqu'en 2026. Les cadres sont eux aussi concernés (mais beaucoup moins impactés par les licenciements) : ils sont privés de bonus pour les deux années à venir.

Au moins une usine va tourner au ralenti

Ce n'est pas tout : si trois sites doivent fermer, d'autres devront réduire la voilure, une mesure qui, là encore, pourrait entraîner des suppressions d'emploi. Ainsi, l'usine de Zwickau, qui fabrique les Volkswagen ID, mais aussi les Cupra Born et l'Audi Q4 Sportback E-tron, devrait réduire sa capacité de moitié. En plus, selon le comité d'entreprise, le groupe prévoit d'externaliser, ou carrément de délocaliser, des pans entiers de son activité non industrielle.

Il s'agit donc de la plus grande cure d'amaigrissement de l'histoire récente du constructeur allemand qui est aussi, en passant, le deuxième mondial avec 9 millions d'autos assemblées l'an passé. Pourtant, cette bérézina est surtout imputable à deux marques du groupe : Volkswagen et Audi. Car si l'on excepte l'enseigne phare de la galaxie et sa marque premium, les choses se passent très bien.

En examinant les résultats du premier semestre de cette année, les derniers disponibles, on s'aperçoit que VW et Audi plombent sérieusement les comptes. Car du côté de Skoda, Seat/Cupra (les deux marques ont un compte joint) et VW utilitaires, tout va bien. Au sein de l'enseigne tchèque, les ventes ont progressé et la marge opérationnelle aussi pour passer de 6,6% à 8,4%. La marque, dans la période, s'est hissée à la quatrième place en Europe.

Cupra et Skoda en pleine forme

En Espagne, même combat : chez Seat – Cupra, les ventes ont augmenté de 8,5% et le chiffre d'affaires est en hausse de 4,6%. Même la marge opérationnelle, au ras des pâquerettes l'an passé est aujourd'hui de 5 %. À l'inverse, dans la marque Volkswagen tous les indicateurs sont au rouge. Les ventes sont en baisse, le chiffre d'affaires recule de 1,8 % et la marge opérationnelle n'est plus que 2,3 %. la punition est similaire chez Audi, dont les ventes chutent carrément de 8,2 % et sa marge opérationnelle est passée de 10 à 6,4 %.

Évidemment, et c'est ce qui explique l'actuelle catastrophe allemande, les marques à la peine sont aussi celles qui fabriquent le plus de modèles Outre-Rhin ou le coût du travail est plus élevé qu'en République tchèque ou en Espagne. Mais d'autres raisons expliquent la mauvaise passe actuelle d'Audi et Volkswagen. La collection ID lancée trop tôt et très mal, accumulant bugs et prix exorbitants n'a jamais trouvé ses clients. En plus, le positionnement « entry premium » de Volkswagen a, depuis plusieurs années, été mis à mal en Europe par la concurrence interne de Skoda, pratiquement au même niveau qualitatif que son grand frère, et un peu moins cher.

Ces erreurs stratégiques de la direction de VW sont en train de se payer cash par les décisions prises ces jours-ci. Enfin, du côté d'Audi, le forcing réalisé pour pousser la gamme E-tron a peut-être fait oublier à la marque d'Ingolstadt son cœur de métier, ou ce qui devrait l'être encore aujourd'hui : ses SUV thermiques et ses berlines à papa.

Si les crossovers bénéficient de renouvellements réguliers il n'en va pas de même pour sa berline A4 qui vient tout juste de bénéficier d'une nouvelle version. Et pour rajouter de la confusion à la lenteur, elle s'appelle désormais A5. Résultat : BMW caracole en tête du premium allemand grâce, notamment à sa Série 3, et Mercedes la suit avec sa Classe C, deux modèles plus récemment mis à jour et sans changer leur nom historique.

En ajoutant à ces curieuses décisions, la trop grande dépendance aux ventes chinoises, on obtient le combo parfait qui amène au désastre d'aujourd'hui. Du coup, lorsque le gouvernement de Berlin évoquait, juste après la décision de fermetures des usines « les mauvaises décisions de gestion prises dans le passé », il a parfaitement cerné le problème. Reste que le gouvernement en question ne pourra pas se défausser longtemps, car le moment de sauver le soldat VW est bel et bien arrivé pour lui.

La dégringolade de Stellantis en Europe

Les ventes du groupe Stellantis ont lourdement chuté sur le marché européen sur le mois de septembre 2024. Les marques Fiat, Citroën et Opel sont les plus lourdement touchées.

Stellantis ne se trouve pas dans une position aussi favorable que l'année dernière. Alors que son directeur général Carlos Tavares avait réussi à augmenter son salaire en 2023 grâce à d'excellents résultats, le groupe est actuellement aux prises avec des chiffres très décevants aux Etats-Unis.

Et les choses ne vont malheureusement pas beaucoup mieux en Europe si l'on en croit les chiffres rapportés par les analystes de JATO pour le dernier mois de septembre 2024. Le groupe issu de la fusion entre PSA et FCA a en effet vendu 50 000 voitures de moins que l'année dernière à la même période pendant ce dernier mois, signant une baisse spectaculaire de 25% sur le marché du Vieux continent.

Grosses chutes pour Fiat, Citroën et Opel

Dans le détail, trois marques dévissent tout particulièrement : Fiat (-43%), Citroën (-41%) et Opel / Vauxhall (-24%). Le constructeur italien est même passé derrière le Chinois MG sur ce mois de septembre 2024 ! Peugeot est à -4% dans un marché globalement en recul de 3,4%. Ce sont même les mauvais résultats de Stellantis qui expliquent pourquoi le marché européen est à la baisse sur ce mois-ci puisque du côté de chez Volkswagen par exemple, la tendance est plutôt à la hausse (+2%) et la marque Toyota augmente aussi de 3%.

Une mystérieuse «porte géante» repérée sur Google Maps dans les glaciers de l'Antarctique

Une mystérieuse « porte », découverte en Antarctique sur Google Maps, déchaîne les passions. Entre théories farfelues et explications scientifiques, cette structure inhabituelle située près de la station japonaise Showa intrigue les internautes.

Alors que l'hiver se rapproche doucement de la France, Bigfoot a, qui sait, peut-être élu domicile au pôle Sud. C'est l'une des théories fantasques qui circulent depuis la découverte d'une étrange formation ressemblant à une porte gigantesque dans les glaces de l'Antarctique. Repérée sur Google Maps aux coordonnées 69°00'50"S 39°36'22"E, cette structure a rapidement fait le tour du web, alimentant les théories les plus folles. Mais comme souvent avec ce type de découvertes, la réalité scientifique s'avère moins romanesque qu'espéré.

Une porte dans un glacier de l'Antarctique ? Des théories du complot à la pelle

Les internautes ne manquent pas d'imagination quand il s'agit d'expliquer l'inexplicable. Pour certains, cette mystérieuse ouverture serait ni plus ni moins que l'entrée d'une base secrète (amoureux de Stargate, vous y serez peut-être sensible), tandis que d'autres y voient la « porte d'Agartha », en référence au mythe de la cité souterraine. Les plus terre-à-terre suggèrent quant à eux la chambre forte mondiale de semences du Svalbard, en Norvège.

Bon, il faut dire que la forme particulièrement régulière de la structure, qui se découpe nettement dans le paysage glacé, a de quoi intriguer. Vue du ciel, elle ressemble effectivement à une entrée monumentale, avec ce qui pourrait s'apparenter à un encadrement bien défini et une ouverture sombre en son centre. Une symétrie troublante, qui contribue à alimenter les spéculations.

Sur Reddit, on s'est rapidement emparé de l'affaire, en multipliant les hypothèses les plus audacieuses. Entre ceux qui y voient un hangar pour OVNI et ceux qui imaginent une navette de Star Trek dissimulée sous la glace, l'imagination des internautes n'a pas de limite. La plateforme communautaire est devenue le théâtre de débats enflammés.

La science refroidit les ardeurs des enthousiastes

Les experts scientifiques ont rapidement douché les espoirs des amateurs de mystères. Selon la professeure Bethan Davies, glaciologue à l'Université de Newcastle interrogée par Mail Online, il s'agit tout simplement d'un iceberg échoué en train de fondre. La zone, située dans une région de glace marine rapide de l'Antarctique oriental, est en fait connue pour ses eaux peu profondes et la présence de nombreux icebergs similaires.

Le professeur Martin Siegert, de l'Institut Grantham, apporte des précisions supplémentaires sur ce phénomène naturel. La curieuse forme s'explique par l'écoulement de la glace autour d'un obstacle sous-glaciaire, influencé par les processus de fonte et de recongélation, ainsi que par les vents catabatiques caractéristiques de la région, vents très intenses et puissants. Le phénomène est fascinant, mais il est donc parfaitement explicable.

Le volcanologue John Smellie, de l'Université de Leicester, complète l'explication en identifiant un petit affleurement rocheux exposé par le retrait des glaces. Les « montants » de la prétendue porte ne sont en réalité que des traînées de neige parallèles, formées par les vents dominants. Une preuve de plus que notre imagination peut parfois nous jouer des tours.

Toilettage en vue pour Teams

Microsoft va revoir l'ergonomie de son outil de collaboration pour simplifier l'accroissement du volume de conversations, la gestion des messages dispersés dans plusieurs endroits et la recherche d'information. « Nous avons repensé l'expérience des chats et des channels pour simplifier l'espace de travail en regroupant les chats, les équipes et les canaux en un seul endroit, sous Chat », explique l'éditeur. La solution va également bénéficier d'une vue @mentions pour aider les utilisateurs à se tenir au courant des messages directs en un seul endroit. La personnalisation sera par ailleurs améliorée avec des filtres supplémentaires pour se concentrer sur des messages importants. De même, Microsoft travaille sur la mise en place de conversations fil rouge (thread). Toutes ces évolutions et améliorations doivent arriver à la mi-2025.

Delta Airlines attaque Crowdstrike

La compagnie aérienne a mis sa menace à exécution en attaquant en justice l'éditeur de cybersécurité auprès d'un tribunal de Géorgie suite à la panne de milliers de PC en juillet dernier. Une mauvaise mise à jour de la solution Falcon de Crowdstrike avait provoqué le plantage de plusieurs terminaux sous Windows semant la pagaille dans différents secteurs. C'était le cas pour Delta Airlines qui a du annuler des milliers de vols, affectant plus d'un million de passagers. La compagnie a estimé son préjudice à 500 M€. Dans son argumentaire, Delta estime que Crowdstrike n'a pas testé correctement la mise à jour de Falcon. L'éditeur juge que ces allégations sont fondées sur des informations erronées et que l'incapacité de la compagnie aérienne à moderniser son infrastructure informatique désuète est la principale raison du temps pris pour se remettre de la panne.

L'IA d'Elon Musk Grok intègre à son tour la reconnaissance d'image

Grok, l'IA générative attachée à X.com, continue de se développer. Dorénavant, à l'instar des meilleurs chatbots, elle va pouvoir analyser des images.

Depuis un certain temps déjà, il est possible de télécharger une image sur ChatGPT ou Gemini afin de demander à l'IA de l'analyser. Une fonctionnalité devenue incontournable pour les meilleures solutions d'intelligence artificielle, et qui arrive maintenant du côté de l'IA qui a été développé par les équipes d'Elon Musk. Grok est en effet désormais doté d'une capacité d'analyse d'images !

Grok va pouvoir analyser les images qui lui sont soumises

Grok devient de plus en plus visuel. Après avoir été doté cet été d'une option permettant de générer des images, l'IA disponible pour les abonnés premium de X a cette fois droit à la fonction de reconnaissance d'image. C'est ce que l'on a appris directement à travers un message sur X du compte de Grok.

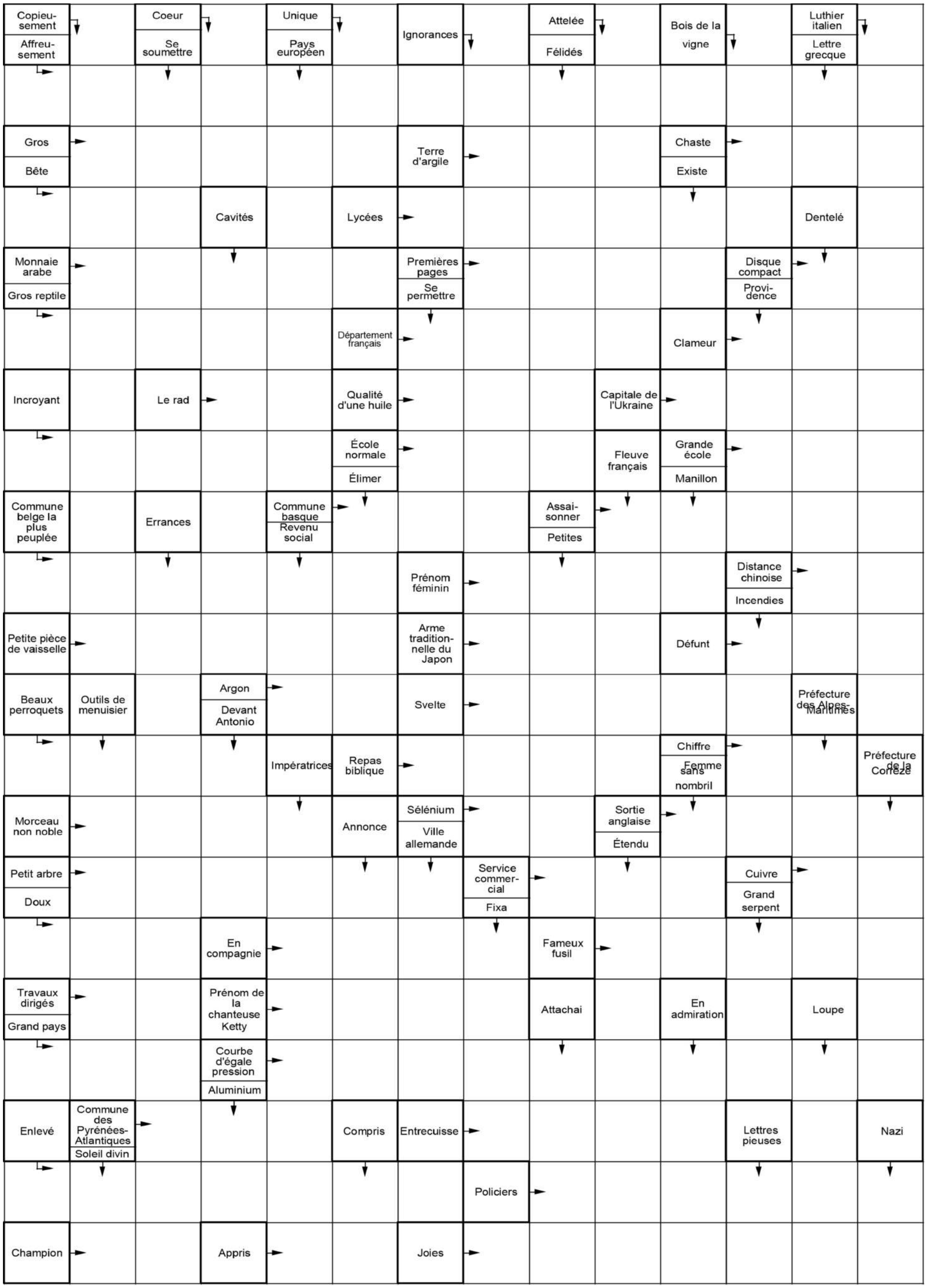
« La reconnaissance d'image est maintenant disponible » a-t-il ainsi été brièvement indiqué. Une option qui va pouvoir booster Grok dans la course aux IA, alors que le chatbot est déjà considéré comme le troisième meilleur au monde à l'heure actuelle par le classement de référence Chatbot Arena.

Cette fonctionnalité va vite être améliorée

Si l'annonce faite par le compte X de Grok est assez lapidaire, Elon Musk dans une publication séparée a donné quelques détails sur cette nouveauté. Il a ainsi annoncé que « Grok comprend dorénavant les images, et peut même expliquer une blague. » On imagine, vu la tendance au troll de l'homme le plus riche du monde, que Grok sera vite un expert en analyse de mème !

Enfin, toujours d'après Elon Musk, « il s'agit d'une version préliminaire. Elle sera rapidement améliorée. » On imagine que les équipes de développement vont se servir des retours utilisateurs des abonnés premium pour pouvoir offrir un meilleur service dès l'année 2025. À noter par ailleurs qu'un autre message d'Elon Musk posté hier indique que Grok devrait prochainement aussi pouvoir analyser des documents (comme par exemple des PDF).

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 30 octobre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

FÊTE DE LA RÉVOLUTION

La journée du vendredi 1er novembre chômée et payée

La journée du vendredi 1er novembre, coïncidant avec la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, sera chômée et payée, indique mardi un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative. "A l'occasion de la fête de la Révolution et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, la journée du vendredi 1er novembre 2024 est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise la même source. Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités sont tenus de "prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", ajoute le communiqué.

OUARGLA

11 morts dans un accident de la route près de Hassi Messaoud

Onze (11) personnes sont décédées et une autre a été blessée dans un grave accident de la circulation survenu mardi près de Hassi Messaoud dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris auprès de la Gendarmerie nationale de la daïra Hassi Messaoud. L'accident s'est produit au niveau de la route nationale RN-53A, reliant la daïra de Hassi Messaoud à celle d'El-Borma, suite à une violente collision entre un minibus transportant des travailleurs et un camion semi-remorque, entraînant la mort sur place de 11 passagers et la blessure d'une personne, a déclaré, à l'APS , le commandant Tabakh Djamel Eddine de la Gendarmerie nationale de Hassi Messaoud. Les corps des victimes ont été transférés vers la morgue de l'Hôpital de Hassi Massoud, tandis que le blessé a été évacué aux urgences du même établissement de santé, a indiqué l'officier. Les autorités de la wilaya d'Ouargla se sont déplacées sur le lieu de l'accident pour suivre le déroulement des opérations de prise en charge des victimes de l'accident, qui se poursuivent, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de ce tragique accident. Suite à cette tragédie, le groupe Sonatrach a présenté ses condoléances aux familles des victimes de l'accident de la route survenu près de Hassi Messaoud dans la wilaya d'Ouargla et qui a causé le décès des 11 agents occupants un bus de transport du personnel de sous-traitants de l'Association Sonatrach-ENI. «Cet accident s'est produit ce matin suite une collision entre un camion semi-remorque et un bus de transport du personnel, sur la route menant à Hassi Messaoud à environ à 135 km de la base de vie de Bir Rebaa Nord et à 60 km de Rhourde El Baguel», a indiqué la compagnie nationale dans un communiqué. Cet accident a causé le décès des 11 agents occupants le bus, a ajouté la même source en précisant que «les victimes sont des agents qui travaillaient pour le compte des sociétés G-BAC et Almafrique, sous-traitants auprès de l'Association Sonatrach-ENI de Bir Rebaa Nord». Devant l'ampleur de cet accident, «le poste de commandement tactique de la région de production de Hassi Messaoud a été immédiatement activé en vue de porter assistance au blessé et d'assurer l'évacuation des victimes, et ce, en étroite coordination avec les services de la protection civile et de la gendarmerie nationale», a fait savoir le groupe en présentant «ses sincères condoléances aux familles des victimes et aux entreprises desquelles relèvent les défunts».

EXPORTATION DE NAPHTA

L'Algérie dans le top 5

Par M.A.

En 2024, l'Algérie a renforcé sa position parmi les principaux exportateurs de naphta dans le monde arabe, se classant au quatrième rang. Avec une moyenne de 200,86 milliers de barils par jour durant les neuf premiers mois de l'année, le pays a enregistré une hausse significative par rapport à l'année précédente, où il exportait 162,8 milliers de barils par jour. D'après la plateforme spécialisée « Attaqa.net », ce dynamisme témoigne de l'importance croissante de l'Algérie sur le marché international de cette matière, essentielle pour les secteurs pétrochimiques et énergétiques.
La montée des exportations algériennes a été particulièrement marquée au cours des trois trimestres. Au premier trimestre, les chiffres ont dépassé les 203 milliers de barils par jour, tandis que le second trimestre a vu une moyenne de près de 194 milliers de barils par jour, illustrant une tendance positive.
La fin de l'été a encore renforcé cette tendance, avec des exportations atteignant 204,93 milliers de barils par jour au troisième trimestre, contre 168,22 milliers de barils l'année précédente. Cette progression s'inscrit dans un contexte plus large de croissance des exportations de naphta au sein de la région, où la demande mondiale augmente. Les efforts de diversification des sources de revenus et d'amélioration des infrastructures pétrolières en Algérie semblent porter leurs fruits, positionnant le pays comme un acteur clé dans le paysage énergétique arabe.
En parallèle, d'autres pays arabes continuent également de jouer un rôle crucial dans le marché du naphta. Les Émirats Arabes Unis se maintiennent en tête du classement, suivis par le Qatar, qui a signé plusieurs contrats à long terme pour assurer ses exportations. La montée en puissance du Koweït, notamment grâce à l'ouverture de sa raffinerie de Zour, illustre également la dynamique régionale. L'Irak, avec une reprise significative de sa production, et l'Arabie Saoudite, bien que marquée par une légère baisse, restent des acteurs notables. Cette compétition entre les nations arabes, portée par une demande mondiale croissante, crée un environnement où chaque pays cherche à maximiser ses capacités d'exportation et à renforcer sa présence sur les marchés internationaux.

JIJEL

Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine

Les éléments de la sûreté de wilaya de Jijel ont déjoué, en coordination avec le groupement territorial des Garde-côtes, une tentative d'émigration clandestine par voie maritime, et arrêté 6 individus au port de Boudis, à Jijel, a rapporté, mardi la cellule de communication de ce corps constitué. "Suite à des informations parvenues à la brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite des personnes, relevant des services de police judiciaire de la sûreté de wilaya, faisant état de l'intention d'un groupe de jeunes d'organiser une traversée clandestine à partir du port de Boudis, à bord d'une embarcation de pêche, les policiers, intensifiant leurs investigations, ont pu déterminer la date et l'heure prévues pour le départ", a-t-on précisé de même source. En coordination avec le groupement territorial des Garde-côtes de Jijel, les 6 suspects âgés de 28 à 36 ans, originaires de Jijel et d'une wilaya de l'ouest du pays, ont été arrêtés en flagrant délit au port de pêche et de plaisance de Boudis, a-t-on encore fait savoir. L'embarcation et les équipements qui devaient être utilisés pour la traversée, soit un appareil GPS, 7 fûts remplis de gas-oil, 12 gilets de sauvetage, un fût d'huile moteur et 3 bidons de liquide de refroidissement, ont été saisis, en plus d'une somme en devises totalisant 2.900 euros, un montant (non défini) en dinars algériens et des téléphones portables, selon la même source. Les individus interpellés, présentés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes après finalisation des procédures, pour le délit d'"organisation de sortie illégale du territoire national, par plus d'une personne, dans le cadre d'une bande criminelle organisée, avec le risque de mettre en danger la vie des candidats à l'émigration clandestine", ont été placés en détention provisoire à l'établissement de rééducation de Jijel, a-t-on conclu.

DÉPISTAGE PRÉCOCE DU CANCER DU SEIN

LG Algérie sensibilise les femmes

LG sensibilise les femmes sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein et apporte son soutien lors d'une journée spéciale dédiée à cette cause. Depuis plusieurs années, LG s'engage dans diverses initiatives. À l'occasion du mois de sensibilisation au cancer du sein, Octobre Rose, l'entreprise a organisé une journée spéciale en partenariat avec l'association Les Ange des sources, sous le slogan "Pink October, Together Stronger". Cet événement a constitué un moment fort de solidarité et d'espoir pour toutes les femmes. À travers cette journée, LG a souhaité réaffirmer son soutien indéfectible à celles qui luttent avec acharnement contre cette maladie. L'examen précoce est crucial pour améliorer les chances de guérison, et chaque geste de solidarité compte. Dans son intervention, Mme Nadia Bourega a souligné : « Chez LG, nous croyons fermement que l'union fait la force. C'est pourquoi nous avons choisi de nous associer à "Les anges des sources", qui consacre également son temps et son énergie à aider les femmes atteintes du cancer du sein. Ensemble, nous pouvons faire une différence dans la vie de celles qui sont touchées. Cette journée souligne l'importance de la prévention et du soutien communautaire. » La présidente de l'association les anges des sources, Mme Bennamani Karima, a exprimé sa gratitude envers LG pour leur soutien, soulignant l'importance de sensibiliser davantage de femmes au dépistage précoce, essentiel pour améliorer les chances de guérison. L'association, composée de mamans bénévoles, s'engage à offrir des ressources, des informations et un réseau de solidarité, permettant aux femmes touchées par le cancer du sein de se sentir soutenues dans leur combat.